

*l'Anti*capitaliste

n°457 | 5 janvier 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Contre les mauvaises
RÉSOLUTIONS
de Macron



Nos bonnes
RÉVOLUTIONS!

Numéro spécial
RETOURS SUR
L'ANNÉE 2018
Pages 4 à 12

ÉDITO
Contre leurs mauvaises résolutions,
nos bonnes révolutions!
Page 2

PREMIER PLAN
Soudan: le spectre de la révolution
terrifie les tyrans arabes
Page 3



EUROPE
L'Union européenne dans
un monde incertain
Page 10

CULTURE
Expositions: y'a pas qu'à Paris!
Page 11



édito

Par MANU BICHINDARITZ

Contre leurs mauvaises résolutions, nos bonnes révolutions!

On ne s'en étonnera pas, le gros quart d'heure télévisuel qu'ont duré les vœux de Macron lundi soir n'a pas servi à grand-chose... Se vantant des « transformations » déjà réalisées comme la loi ferroviaire – bref, fier des reculs qu'il a réussi à nous imposer –, Macron n'a livré aucune annonce, si ce n'est l'engagement de continuer les attaques contre nos droits, notamment dans les domaines du secteur public, des retraites ou de l'assurance chômage. Des « promesses » dans ce dernier cas très vite suivies d'effets (et de faits)... puisqu'au lendemain des vœux macronistes on apprenait la publication au *Journal officiel* d'un décret durcissant les sanctions contre les chômeurEs et les privéEs d'emploi. Ainsi, la suspension des allocations chômage, essentiellement pour l'incapacité à justifier une recherche d'emploi, devient une suppression pure et simple! « Une logique de justice », d'après Aurore Bergé, porte-parole des députés LREM...

Au-delà, le PDG de la République, certainement pour nous « parler vrai », a réussi l'exploit lundi soir de ne citer explicitement ni le profond mouvement des Gilets jaunes, une « colère [...] contre les injustices » abominablement qualifiée de « foule haineuse », ni l'explosive affaire Benalla qui mine pourtant son pouvoir depuis juillet dernier... Les derniers soubresauts de ce feuilleton jettent une nouvelle fois un éclairage cruel sur la vieille pratique du pouvoir du « nouveau monde » et de ses relations douteuses avec ses hommes de main: l'ex-garde du corps-petite frappe affirme être en contact régulier avec le président, assurant aussi que ce sont bien les services de l'Élysée qui lui auraient restitué les fameux passeports diplomatiques qu'il avait rendus... Si cette version s'avérait être la vérité, qui pour s'en étonner? La vieille rengaine de « l'ordre républicain », dont Macron se faisait encore le chantre lors de ses vœux, n'est que l'écran de fumée d'un système fait par et pour les capitalistes et ceux qui les servent; fort avec les faibles et faible avec les forts... Mais n'en déplaie à Macron qui pense que « le peuple est souverain » car « il s'exprime lors des élections », c'est aussi et surtout en se battant ensemble, dans la rue et dans nos lieux de travail, que celles et ceux d'en bas peuvent se faire entendre et faire reculer les Macron et Cie. C'est à eux – et avec eux – que nous formulons nos meilleurs vœux, de luttes et de victoires. En 2019, contre leurs mauvaises résolutions, opposons-leur nos bonnes révolutions!

BIEN DIT

« Si la presse nationale a tant de mal à comprendre votre mouvement, cela tient aussi à son modèle économique. Vivant essentiellement de la publicité, elle s'adresse en priorité aux catégories qui ne sont pas à découvert le 15 du mois. Donc, par définition, pas vous. Très longtemps, elle vous a ignorés, comme le pouvoir politique vous a ignorés. »

DANIEL SCHNEIDERMAN, à l'attention des Gilets jaunes, Arrêt sur images, 1^{er} janvier 2019.

À la Une

2019 : étendre la contre-offensive du monde du travail

Comme à l'occasion de chaque nouvelle année, le NPA souhaite contribuer de toutes ses forces à la construction d'un mouvement de grève générale, seul moyen d'imposer les revendications vitales pour le monde du travail et la jeunesse, en posant dans la rue la question du pouvoir.

Mais en 2019, pour la première fois depuis longtemps, ce n'est pas une déclaration de principe mais l'optimisme de la raison que nourrissent les événements de ces dernières semaines.

La résistance tenace et inattendue des cheminotEs durant tout le printemps n'a pas réussi à bloquer les attaques gouvernementales du fait d'une stratégie syndicale vaincue d'avance, mais elle constitue une expérience en maturation. Elle a entrouvert la possibilité de défier Macron, et son mépris social qui ruisselait bien plus insolemment que la croissance continue des profits de ses amis. Cette expérience d'un combat d'ampleur nationale comptera pour la construction des luttes à venir, comme elle a pesé dans le surgissement du mouvement des Gilets jaunes à l'automne. La force propulsive de la mobilisation de centaines de milliers de femmes et d'hommes qui s'engageaient, pour beaucoup, pour la première fois dans des blocages, des manifestations, des assemblées générales... a permis non seulement de tenir dans la durée, mais surtout de changer le fond de l'air.

Nouveau souffle

Car d'une entrée en mobilisation contre une augmentation de taxe, les Gilets jaunes se sont enracinés et soudés autour de revendications offensives de « justice sociale ». Ils et elles ont remis au cœur de nombreuses discussions la redécouverte de la chaleur de la solidarité, et de l'épreuve de la force du collectif qui donne le courage de prendre la parole, de défendre pied à pied ses convictions, et aussi de s'affronter aux flics, ceux de la pensée comme ceux qui matraquent, mutilent et interpellent. Et ils et elles ont



CHARMAG

imposé un premier recul au gouvernement, donnant à réfléchir sur les questions qui taraudent: augmentation des salaires, défense de services publics pour satisfaire les besoins de santé, logement, éducation.

Ce souffle de renouveau et d'espoir dans la possibilité de se battre, pas seulement pour ne pas perdre des droits acquis, mais pour gagner sur des revendications, a traversé d'autres secteurs. La mobilisation contre les violences faites aux femmes ouvre l'espoir d'un renouveau du mouvement féministe qui encourage des dizaines de milliers de femmes, jeunes ou pas, à chercher à imposer l'application de l'égalité dans tous les aspects de la vie. Les marches pour la justice climatique ont regroupé autour de l'idée que la transition

écologique, à l'opposé de « l'écologie industrielle » de Macron, ne peut pas s'opposer à la justice sociale, au plan national comme international; au contraire, elle en est une des conditions. Graine d'espoir aussi à Ford Blanquefort où l'entêtement des équipes militantes a imposé au gouvernement de dénoncer la multinationale, et de légitimer la lutte pour la défense des emplois. Enfin, et ce n'est pas la moindre des nouvelles, la jeunesse lycéenne est descendue dans la rue pour contester les diverses formes d'une école dédiée à la sélection des premiers de cordées et à l'apprentissage de la soumission et de l'autorité. Le pas suivant pour cette jeunesse, confrontée à une répression inédite de la part des autorités, sera de formuler en positif ses besoins et ses aspirations

pour penser le monde dans lequel elle veut construire son avenir en lien avec les autres mobilisations.

Des débats politiques à mener

Mais parce que tout cela n'a rien d'automatique, que les menaces de repli, la tentation de se laisser mener par des peurs et sombrer dans la recherche de boucs émissaires sont loin d'avoir disparu, le NPA compte bien jouer un rôle actif. Dans la construction des mobilisations sectorielles et leur convergence, mais aussi dans les débats politiques que les luttes nourriront. Et parmi ces débats, une question qui constitue une ligne rouge est celle de la solidarité internationaliste. Solidarité avec les réfugiés politiques, climatiques, économiques, quel que soit le motif, liberté pour toutes et tous de circulation et d'installation. Solidarité avec les peuples en lutte contre des régimes qui leur dénie la liberté et la dignité, du Nicaragua au Yémen, en passant par la Syrie, les peuples kurde et palestinien. Solidarité qui passe bien évidemment par le retrait des troupes françaises engagées sur tous les terrains d'opérations extérieures, qui ne défendent que les intérêts des groupes industriels français et le prestige de l'État qui les représente. Toutes ces questions seront au cœur de la campagne des élections européennes, au printemps prochain. C'est ce qui fait pour nous l'enjeu d'y faire entendre une voix révolutionnaire, c'est-à-dire anticapitaliste et internationaliste.

Cathy Billard

SOUDAN

Le spectre de la révolution terrifie les tyrans arabes

Nous publions une déclaration des Socialistes révolutionnaires égyptiens, relative au soulèvement en cours au Soudan.

Vingt-neuf ans de régime militaire. Vingt-neuf ans de chambres secrètes et de caves de torture. Vingt-neuf ans de terreur des citoyens et des opposants face à des milices qui enlèvent, brûlent, tuent et violent...

Vingt-neuf ans de médias aux ordres, qui qualifient, à la « Une », tout mouvement de jeunes comme des « manifestations de gays et de prostituées ».

Le souffle de la révolution

Aujourd'hui, le dictateur soudanais Omar al-Bashir est en proie au souffle de la révolution, dans un contexte économique déséquilibré, et acculé à un isolement international qu'il a tenté à plusieurs reprises de briser en vain: en envoyant des milliers de soldats dans la coalition d'agression contre le Yémen, en se rapprochant

de la Turquie ou encore de Bashar al-Assad en Syrie.

L'étincelle du soulèvement soudanais actuel a été la manifestation des jeunes des écoles d'Atbara, qui protestaient contre la cherté du coût de la vie, manifestations réprimées sauvagement. Mais les manifestations se sont propagées à travers les États jusqu'à atteindre la capitale. Avec un courage sans précédent, les Soudanais ont fait face aux forces de sécurité soudanaises et aux milices d'al-Bashir, qui ont utilisé du gaz lacrymogène, des balles réelles et

des mitraillettes lourdes « Douchka » pour disperser les manifestations. Le responsable des services de renseignement soudanais a déclaré que le Mossad israélien était derrière les manifestations, et le régime a bloqué les réseaux sociaux et les messageries, dans le cadre d'une campagne de descentes et d'arrestations dans les rangs de manifestants et de militants. [...] Mais les manifestations ne se sont pas pour autant calmées, et les Soudanais poursuivent leur révolution. Les médecins ont annoncé une grève générale à l'exception des urgences, et on peut s'attendre à ce que d'autres secteurs professionnels fassent grève d'ici peu. Des manifestants dans plusieurs villes ont incendié les sièges du parti au pouvoir et de la Sécurité de l'État, dans des scènes rappelant le vendredi de la colère en Égypte, le 28 janvier 2011.

Vu ailleurs

COMBATTRE LES CHÔMEUR-E-S PLUTÔT QUE LE CHÔMAGE

Lors de ses vœux aux Français du 31 décembre, Emmanuel Macron a annoncé la couleur pour les demandeurs d'emplois : « Le gouvernement dans les prochains mois devra poursuivre ce travail pour changer en profondeur les règles de l'indemnisation du chômage afin d'inciter davantage à reprendre le travail ». Un changement déjà amorcé la veille de cette allocation, à travers un décret publié dimanche 30 décembre au Journal officiel. Le texte prévoit ainsi des sanctions plus dures qu'initialement annoncées pour les chômeurs qui manqueraient à leurs obligations.

Un demandeur d'emploi qui ne se rend pas au rendez-vous prévu avec son conseiller Pôle emploi encourt actuellement deux mois de radiation des listes. Dans la première version du texte envisagé par l'exécutif, il était prévu de ne plus le sanctionner que de 15 jours de radiation. Au final, ce sera un mois de radiation, deux mois au bout de deux manquements et quatre mois au troisième manquement constaté, selon le décret.

Le gouvernement a durci les sanctions concernant l'insuffisance de recherche d'emploi, comme le refus de deux offres « raisonnables » d'emploi par exemple. L'exécutif avait d'abord évoqué des sanctions

graduées : suspension de l'allocation d'un mois la première fois, de deux mois la deuxième fois et quatre mois la troisième fois. Il avait même précisé que l'allocation ne serait amputée qu'à partir de la deuxième fois. Or, d'après le décret, l'allocation est « supprimée » dès le premier manquement, et non plus « suspendue ». La différence est de taille, car la suspension permettait de conserver ses droits, une fois le délai passé. Le décret restreint aussi les possibilités de refuser un emploi parce qu'il est mal rémunéré. Le texte « abroge la définition du salaire antérieurement perçu qui était pris en compte pour déterminer l'offre raisonnable d'emploi ». Par conséquent, le demandeur d'emploi ne pourra plus rejeter une offre au motif que le salaire est bien inférieur à ce qu'il touchait lors de son dernier travail. [...]

Reste à savoir si ce type de mesure sera efficace. Selon une étude mise en ligne cet été par Pôle emploi, seuls 12% des demandeurs d'emploi ne cherchent pas activement un emploi, et ce taux chute même à 8% chez les bénéficiaires de l'assurance-chômage, c'est-à-dire ceux qui touchent des indemnités.

« Radiation, allocation supprimée... Un décret publié le 30 décembre durcit les sanctions encourues par les chômeurs », Franceinfo.fr, 1^{er} janvier 2019.

PATRONS-VOYOUS Et Carlos Ghosn est toujours président de Renault!

Chaque nouvel épisode du feuilleton Carlos Ghosn, placé en détention au Japon depuis le 19 novembre 2018, apporte son lot de révélations.

D'abord, il y eut la divulgation d'une première dissimulation au fisc japonais de revenus de l'ordre de 38 millions d'euros de 2010 à 2015, puis de celle de 30 millions d'euros camouflés de 2015 à 2018. Et maintenant on parle d'un transfert, depuis les comptes de Nissan, remboursant Carlos Ghosn, via un intermédiaire saoudien, de pertes dans des opérations boursières personnelles. Et celui-ci n'y est pas un joueur « petit bras » : ce sont des pertes de 14,5 millions d'euros. Toutes ces informations proviennent des autorités japonaises et sont reprises par la presse financière du monde entier : les complotistes sont plutôt à trouver parmi les négateurs de ces accusations.

L'envers et l'endroit du scandale

Les revenus connus et publics de Carlos Ghosn pouvaient atteindre 15 millions d'euros par an. Mais il lui fallait gagner toujours plus. Et, au-delà de la validité juridique de toutes les opérations gonflant les comptes personnels de ce patron-voyou, c'est au sens strict de l'argent volé, de l'argent extorqué à partir du



DR

travail de salariéEs de chez Nissan et Renault. Ces gains faramineux ont notamment été permis par la restructuration de Nissan entre 1999 et 2002 : 21 000 salariéEs licenciés et six usines fermées.

C'est un système fondé sur l'enrichissement de quelques-uns, la servilité des grands chefs envers les plus grands chefs pour aboutir à une véritable omerta qui couvre ces dérives. Le tout sous le regard des gouvernements français successifs, toujours l'actionnaire de référence, qui n'ont rien trouvé à redire parce que l'alliance

Renault-Nissan génère du profit, plus d'un milliard d'euros allant en moyenne sous forme de dividendes chaque année, passant des caisses de Nissan à celles de Renault.

Le maintien de Carlos Ghosn, emprisonné, à son poste de président de Renault, est la nouvelle phase du scandale, gouvernement français et autres actionnaires en étant directement responsables. Présomption d'innocence, tu parles ! Ceux qui, dans la direction de Renault, osent brandir cet argument sont des experts en mises à pied et licenciements expéditifs sur simples

soupçons ou « gueule qui ne revient pas » au chef.

Combien de millions de bonus versés aux Pays-Bas ?

Au cœur de l'alliance Renault-Nissan, une société holding RNBV a été installée en 2002 aux Pays-Bas, lieu choisi pour... ses avantages fiscaux. Elle a progressivement étendu ses domaines d'activité à mesure que les relations entre Renault et Nissan s'intensifiaient. Elle est devenue une instance sous le contrôle exclusif de Carlos Ghosn, autonome tant vis-à-vis des instances de Nissan que de celles de Renault. En juin 2017, l'agence Reuters écrivait : « Les banquiers de l'alliance Renault-Nissan ont élaboré un projet permettant de verser des millions d'euros de bonus annuels supplémentaires au PDG Carlos Ghosn et à d'autres dirigeants ». L'existence du projet n'avait pas alors été démentie, même s'il était assuré qu'il n'était pas encore appliqué. Le syndicat CGT Renault demande aujourd'hui des explications. C'est la fin de l'omerta, la levée de tous les secrets qui entourent ces opérations qu'il faut exiger.

Les patrons de l'industrie automobile en France sont décidément gravement atteints. Entre Ghosn emprisonné et le PDG de PSA, Tavares, qui s'autoproclame « psychopathe de la performance » financière, leur monde de premiers de cordée si cher à Macron est à renverser. Passer de l'indignation générale à la mobilisation collective pour gagner, c'est l'enjeu d'aujourd'hui. **Jean-Claude Vessillier**

Offensives contre-révolutionnaires

Le Soudan entre en éruption, en plein blocus médiatique régional. Au-delà de leurs différents politiques, les dirigeants arabes ne veulent la révolution dans aucun autre pays de la région dont le destin pourrait être influencé par un effet de dominos. Sur internet a commencé une offensive de groupes saoudiens et égyptiens contre le mouvement soudanais, assortie d'avertissements sur la ruine du printemps arabe. Le spectre de la révolution les terrifie encore. En revanche, le mouvement soudanais est chaleureusement accueilli par les Égyptiens et les autres peuples défaits de la région, dans l'espoir qu'il parviendra à changer la donne en faveur d'un changement politique une nouvelle fois.



DR

Comme lors de chaque révolution, les opportunistes tentent de la chevaucher et de la kidnapper. Sadiq al-Mahdi [ancien Premier ministre,

renversé par al-Bashir en 1989] est de retour dans le pays après son exil volontaire. D'autres tentent de promouvoir le rôle de l'armée soudanaise

dans les rangs des manifestants, comme si l'armée ne dirigeait pas le Soudan, comme si elle permettait la présence d'éléments d'opposition ou de non-corrompus chez les gradés. Certes, les rebelles soudanais peuvent avoir des alliés chez les soldats et les officiers subalternes, mais l'armée soudanaise est profondément corrompue et ses dirigeants sont la force de frappe d'al-Bashir même si dans le cas d'une recrudescence du soulèvement, ils peuvent choisir de sacrifier ce dernier pour sauver le régime, à l'instar de ce qu'ont fait leurs pairs du conseil militaire égyptien le 11 février 2011.

Toute la solidarité et le soutien au peuple soudanais. Gloire aux martyrs. Le pouvoir et la richesse au peuple ! **Socialistes révolutionnaires égyptiens, 22 décembre 2018** (traduction de l'arabe : Luiza Toscano)

Le chiffre

10%

C'est l'augmentation du prix des timbres en ce début d'année 2019. Le timbre rouge passe de 0,95 à 1,05 euro et le vert de 0,80 à 0,88 euro. Pour les salaires, on attend toujours.



Agenda

Samedi 5 janvier, manifestation Justice et vérité pour Wissam, battu à mort par la police il y a 7 ans, Paris. À 13h, Fontaine des Innocents, Châtelet-les Halles.

Samedi 5 janvier, manifestation des Gilets jaunes, Acte I – 2019.

Samedi 12 janvier, manifestation Justice pour Sakine, Rojbin et Leyla, militantes kurdes exécutées à Paris le 9 janvier 2013, Paris. À 10h30, devant la gare du Nord, intersection bd Denain et rue de Dunkerque, métro/RER Gare-du-Nord.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

« La détresse n'excuse pas tout. Je n'ai jamais pensé, et pense moins que jamais, que la prétendue "violence invisible" exercée sur les citoyens par un régime démocratique justifie, si peu que ce soit, des actes de vandalisme et, un jour ou l'autre, de barbarie. »

BERNARD-HENRI LÉVY,
La Règle du jeu, 17 décembre 2018.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PRÉSIDENT DES RICHES **Macron veut préserver l'essentiel**

« Nous ne reprendrons pas le cours normal de nos vies, comme trop souvent par le passé dans des crises semblables, sans que rien n'ait été vraiment compris et sans que rien n'ait changé » : ainsi Macron concluait-il son discours du 10 décembre. Il veut faire exactement le contraire : préserver l'essentiel de sa politique. À nous de le faire céder.

Face aux Gilets jaunes, le pouvoir a dans un premier temps joué le mépris et l'ignorance, au point qu'Édouard Philippe a même balayé d'un revers de main les offres de service de la direction de la CFDT proposant de lancer une grande concertation. Pour le pouvoir, il n'était question ni de faire des concessions ni de réintroduire dans le jeu des « partenaires sociaux » qui font perdre du temps même quand on ne leur cède rien.

Organiser l'apparent recul

Mais ensuite, le mouvement s'amplifiant, outre une escalade de la répression, le gouvernement décide le 4 décembre de lâcher sur les carburants : suspension ? annulation de la hausse de la taxe ? Ils hésitent... C'est finalement l'annulation. Mais le mouvement est fort. Et il est clair qu'il a d'autres motifs : hausse de la CSG, suppression de l'ISF, non-augmentation du SMIC... tout est remis en cause. Le patronat est le premier à comprendre qu'il faudra lâcher plus : même si la production n'est pas bloquée, si les grèves annoncées ne se concrétisent pas ou peu, la direction du MEDEF craint que la situation ne devienne plus sérieuse. Le 4 décembre, Geoffroy Roux de Bézieux, le « patron des patrons », propose une augmentation du SMIC, mais à condition de baisser les cotisations sur le salaire minimum... Autrement, dit la sécurité sociale ou le contribuable paiera. Donner quelque chose aux salariéEs... sans que ça coûte un centime aux



patrons : l'idée est bonne, commence-t-on sans doute à penser dans les cabinets ministériels, qui planchent sur l'intervention prévue de Macron. Mais pas question de toucher au SMIC lui-même, cela apparaîtrait comme une victoire directe des salariéEs grâce aux Gilets jaunes. Donc, la solution sera l'usine à gaz de la prime d'activité, faussement annoncée, le 10 décembre, comme une hausse du SMIC, en même temps que l'exemption de cotisations et d'impôts sur les heures supplémentaires et un recul en arrière partiel sur la hausse de la CSG des retraitéEs.

Des entourloupes

Ces mesures sont des entourloupes. La hausse de la prime d'activité ne concernera pas touTEs les salariéEs au SMIC, elle ne compte pas pour la retraite et rien ne garantit qu'elle sera revalorisée comme le SMIC fin 2019. La mesure sur les heures supplémentaires les rend encore moins coûteuses : c'est un encouragement à y recourir (d'autant que leur taux de majoration peut, par accord conventionnel, être abaissé à 10%) au détriment des embauches. Quant aux retraitéEs, la non-augmentation de la CSG ne compensera pas la baisse programmée du pouvoir d'achat lié aux pensions, programmée tant pour les retraites du régime général que pour celles des régimes complémentaires. Ces mesures ont un coût évalué par le gouvernement à 10 milliards d'euros. On peut le comparer aux quelque 18 à 20 milliards pour 2019 liés à la transformation du CICE et aux quelque 4 milliards d'euros de pertes de recettes résultant de la réforme de l'ISF. Les Gilets jaunes ont raison de dire que ce ne sont que des miettes. Des miettes qui devront, de plus, être payées par la population elle-même, avec la TVA, la CSG et toute cette fiscalité

de plus en plus injuste, ainsi que par des restrictions supplémentaires à venir dans les dépenses publiques utiles. Mais pas dans celles concernant l'armée et la police. Pour cette dernière, il y a de l'argent, avec non seulement une hausse des salaires de 120 à 150 euros nets par mois, mais aussi le renouvellement du matériel répressif : le ministère de l'Intérieur a passé commande le 23 décembre dernier de trois lots de LBD 40 : un lot de 180 lanceurs multi-coups à six coups, un lot de 270 lanceurs multi-coups à quatre coups, enfin, un lot de 1280 lanceurs mono-coup. Par contre, les fermetures de lits d'hôpitaux, de bureaux de poste, de petites lignes SNCF... continueront, obligeant les habitantEs des campagnes, petites villes et périphéries des agglomérations à utiliser encore plus leur voiture.

Quelques concessions pour sauver l'essentiel

Les 10 milliards, c'est « Je paie une tournée générale, sors ton porte-monnaie ». Quelques mesures peuvent, certes, coûter aux entreprises, comme la fameuse « prime exceptionnelle », mais sur la base du volontariat. C'est une forme de charité, encouragée là encore par des avantages fiscaux et, au surplus, certains patrons ne se gêneront pas, au moment des négociations annuelles obligatoires (NAO), pour dire qu'ils ont déjà fait un « effort ». Macron fait quelques concessions pour sauver l'essentiel : les réformes néolibérales déjà intervenues, ou à venir. Un peu plus de déficit budgétaire ne le

gêne pas si c'est pour sauver le noyau dur de sa politique, et la Commission européenne sera compréhensive. Car, comme le signale justement l'économiste Stefano Palombardini sur son blog *Mediapart* : « Il est essentiel de souligner que le cœur du néolibéralisme n'est pas l'austérité budgétaire, mais une relation salariale "flexible", la main libre au patronat dans les relations du travail, une protection sociale pliées aux règles marchandes. L'austérité a été utilisée, en France comme ailleurs, pour montrer le caractère prétendument inéductible des réformes néolibérales, qui sont à l'origine de la diffusion de la précarité, de la pauvreté et des inégalités grandissantes... »

D'ailleurs, comme le faisait remarquer Richard Ferrand, le président de l'Assemblée nationale, « il n'y a pas de changement de cap ». Le gouvernement nous ressort déjà le discours sur le déficit public et la dette. Cette musique vise à justifier des mesures sévères de baisses des dépenses et de nouvelles privatisations, alors même que la dette s'accroît, en premier lieu en raison des subventions et exemptions accordées aux revenus élevés et aux entreprises. Si la réforme des retraites sera peut-être un peu décalée, celle de l'assurance chômage est toujours d'actualité : alors que le gouvernement réclame 1,3 milliard d'économies par an, à charge aux « partenaires sociaux » de trouver comment satisfaire cette exigence, le patronat a présenté, à la veille de Noël, un ensemble de propositions aboutissant à 1,9 milliard d'euros par an sur le dos des chômeurEs...

En faisant mine de satisfaire les Gilets jaunes et de soutenir le pouvoir d'achat, Macron veut préserver l'essentiel de sa politique. Il faut le contraindre à céder, sur l'ISF, sur les salaires, les retraites... et que le mouvement ouvrier se dispose enfin et résolument dans cet objectif.

Henri Wilno

ÉTAT POLICIER **En marche contre la montée de la contestation sociale**

Face au mouvement des Gilets Jaunes et à la mobilisation lycéenne de ces deux derniers mois, une impression d'inédit se dégage lorsqu'on fait le bilan de l'arsenal répressif utilisé par le pouvoir en place. C'est sans doute d'abord le terrible décompte des victimes physiques de la violence policière qui est sidérant.

Une femme de 80 ans est morte à Marseille, touchée chez elle en pleine face par un tir tendu de grenade lacrymogène. Parmi les manifestantEs en gilet jaune, au moins quatre ont eu la main arrachée par une grenade GLI-F4, et au moins dix ont été éborgnéEs par un tir de flash-ball. Des centaines d'autres ont été blesséEs dans leur chair, souvent gravement, dont trois lycéenEs, à Grenoble, Garges-lès-Gonesse et Saint-Jean-de-Braye, aux tous premiers jours de la mobilisation, par des tirs de flash-ball en plein visage. Mâchoires fracassées, dents brisées, joues trouées pour ces jeunes de 16 à 17 ans qui manifestaient devant leur lycée !

Une police armée pour la guerre

La « grenade lacrymogène instantanée » GLI-F4 est mal nommée car elle est très peu lacrymogène mais surtout explosive et assourdissante. Depuis le retrait, en 2017, de la grenade F1 qui avait tué Rémi Fraisse à Sivens, elle est la grenade la plus puissante de la panoplie des gendarmes mobiles. Elle contient une charge explosive de 25 grammes de TNT, ce qui fait d'elle une arme de guerre. La France est le seul pays d'Europe à l'utiliser pour des opérations de police. Le flash-ball ou « lanceur de balle de défense », LBD 40, est lui aussi une arme mutilante, et le nombre exponentiel de mutiléEs au visage démontre que les policiers visent désormais délibérément cette partie du corps. À Paris, le préfet de police avait pourtant annoncé, en décembre 2017, avoir « pris la décision d'interdire l'usage du LBD 40 dans les opérations de maintien de l'ordre, au regard de sa dangerosité et de son caractère inadapte dans ce contexte ».

Un an plus tard, cela n'a visiblement plus cours puisque, pour la seule journée du 1^{er} décembre, le ministère de l'Intérieur annonçait le tir de 1193 « projectiles en caoutchouc » dans la capitale ! Le flash-ball est né dans le cadre des guerres coloniales en Irlande du Nord et en Palestine. En France, il s'est d'abord répandu au début des années 2000 au sein de la BAC, ces unités « commandos » de la police chargée des quartiers populaires. Puis son usage s'est généralisé dans la répression des mouvements sociaux hors des quartiers populaires depuis les années 2010. Comme dans le cas de l'usage des grenades explosives, on assiste, avec l'avènement de l'ère sécuritaire assumée par les gouvernements successifs depuis une dizaine d'années, à une banalisation de la mutilation dans les arsenaux d'État.

Un arsenal juridique au service de l'État fort

L'État violente, mutilé et, en outre, contraint et condamné de manière de plus en plus disproportionnée toutes celles et ceux qui contestent l'ordre établi. La panoplie utilisée est, là aussi, large. Il y a ainsi toutes les procédures de restriction des libertés fondamentales décidées par l'autorité administrative, qui sont la conséquence directe de l'intégration de dispositions relevant de « l'état d'urgence » (donc censées être limitées dans le temps) dans la loi ordinaire depuis le 1^{er} novembre 2017. Ainsi, le dispositif établi autour des Champs-Élysées lors des samedis de décembre est celui dit « des zones de sécurité », qui permet d'installer des contrôles renforcés sur une zone déterminée, comme des contrôles filtrants pour accéder à la zone en question ou encore la



fouille au corps des individus souhaitant y entrer. L'interdiction des manifestations et la criminalisation de celles et ceux qui veulent y participer sont également de plus en plus courantes. Ainsi à Nancy le 8 décembre, Florent Compain, président des Amis de la Terre France, a été arrêté, puis placé en garde à vue pour avoir maintenu la marche pour le climat, malgré un arrêté préfectoral d'interdiction. Denys Crolotte, militant du Mouvement pour une alternative non-violente (MAN), a subi le même sort et fait lui aussi l'objet d'une enquête préliminaire. Ce sont des arrestations punitives ciblées. À une autre échelle, c'est l'utilisation de l'article 222-14-2 du Code pénal qui fait des ravages. Les milliers de personnes arrêtées de manière préventive avant les manifestations le sont sur la base de cet article, qui sanctionne d'une peine d'un an de prison et de 15000 euros d'amende

le fait de « participer sciemment à un groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens ». Cette infraction a été introduite en 2010, sous Nicolas Sarkozy, dans le cadre de la lutte contre les « casseurs ». C'est ce que l'on appelle une « infraction-obstacle », dont le but est de permettre l'interpellation d'une personne avant qu'elle ne commette le moindre délit. Désormais, le simple fait de posséder un masque à gaz ou un casque justifie une arrestation... Et pour celles et ceux qui tombent dans le filet des comparutions immédiates pour la simple possession d'objets assimilés à des « armes par destination », c'est souvent la prison ferme ou avec sursis, même pour des personnes n'ayant jamais fait l'objet de condamnations

antérieures. Un cas parmi tant d'autres : Jérôme, 26 ans, intérimaire, venu de la Nièvre manifester à Paris le 1^{er} décembre, a écopé de 3 mois de prison avec sursis après avoir été interpellé en possession d'un masque de ski, d'un casque de vélo, de cinq fioles de sérum physiologique et d'un lance-pierres ! Et on peut désormais être condamné à de la prison pour avoir bloqué sa fac et participé à des assemblées générales, comme les deux étudiants de Nanterre, Victor et Roga, dont le procès en appel aura lieu dans quelques mois. Ou bien pour avoir aidé des migrantEs à franchir les cols des Alpes comme les 3 + 4 de Briançon !

La violence d'État, agent de la violence sociale

D'un côté, des lycéenEs forcéEs à rester agenouilléEs les mains sur la tête pendant plusieurs heures, de l'autre des policiers choyés par une augmentation de salaire, et toujours plus encouragés à la violence, à tel point que certains se mettent à sortir leur arme à feu en pleine manifestation. D'un côté une contestation sociale qui s'élargit, de l'autre un pouvoir au service des riches et des patrons, qui n'a plus que la répression comme réponse. La criminalisation de la contestation sociale est l'arbre qui cache la forêt de la criminalisation de l'exclusion sociale. La nombre de prisonnierEs en France vient encore de battre un nouveau record : plus de 71000 ! Dont 1500 dorment par terre car les prisons sont surpeuplées... L'État sécuritaire et autoritaire est décidément l'arme ultime de ceux qui veulent préserver le monde capitaliste pourrissant.

Marie-Hélène Duverger

La mobilisation des Gilets jaunes n'est pas l'expression d'une marginalité, d'une désintégration sociale. Bien au contraire, les occupantEs des ronds-points sont en très grande majorité des salariéEs, car derrière le rideau de fumée de la catégorie « classe moyennes », 60% de salariéEs du public et du privé touchent moins de 2000 euros nets par mois. Les familles monoparentales sont particulièrement touchées, et c'est une des raisons de la proportion très importante de femmes parmi les Gilets jaunes.

Extériorité avec le mouvement ouvrier

Ce n'est ni le mouvement d'une revendication ni celui d'un groupe particulier de salariéEs d'une région ou d'une profession. L'augmentation des taxes a été, dans tout le pays, le détonateur pour celles et ceux qui partagent des lieux d'habitat communs et souvent des liens sociaux antérieurs. Les réseaux sociaux et la répercussion médiatique via les grandes chaînes d'info ont fait le reste. Tout en étant une mobilisation des travailleurEs, des retraitéEs, des exploitéEs, ciblant l'État et posant la question de la répartition des richesses, la contestation s'est construite en extériorité totale avec le mouvement ouvrier, syndicats et partis. C'est le signe de la perte de crédibilité de ce mouvement ouvrier, des conséquences de la gestion par la social-démocratie de l'austérité, qui la range du côté des responsables et non pas des solutions, le signe également de la perte d'efficacité du mouvement syndical dans la défense des conditions de vie des travailleurEs. Sans en faire une généralité, peu de Gilets jaunes sont syndiquéEs et beaucoup (comme près de la moitié des salariéEs) travaillent dans des PME, dans lesquels le poids syndical et la force de l'action collective sont très faibles. Le mouvement a dans ses bagages un fait politique: le poids réel du vote d'extrême

CONTESTATION SOCIALE Les Gilets jaunes et le mouvement ouvrier à un carrefour

L'irruption des Gilets jaunes a d'abord été l'expression du refus de l'injustice fiscale, cristallisé dans le rejet de la nouvelle taxe carburant dont tout le monde a compris, depuis, qu'elle n'avait pour but que de financer la compensation dans le budget 2019 des exonérations de cotisations sociales patronales.

droite parmi les salariéEs. Mais, au-delà des divers actes racistes et homophobes, bien réels, les cibles des Gilets jaunes visées comme responsables de leur situation ne sont ni les immigréEs ni les fonctionnaires autant de dérivatifs cultivés par l'extrême droite. Ce mouvement s'est centré sur ce qui l'unifie, le refus de l'injustice fiscale, et écarte ce qui le divise, notamment le racisme. Même la campagne contre le Pacte de Marrakech, ces dernières semaines, a glissé sur le mouvement sans arriver à accrocher. Mais pour mettre en avant ses exigences sociales, le mouvement interpelle l'État en esquivant l'affrontement avec le patronat en général, mettant même les PME au niveau des TPE du côté des victimes des grandes entreprises.

Climat social réchauffé

Le mouvement n'a certes pas réussi, au-delà de la très large sympathie qu'il a recueillie, à agglomérer autour de lui, dans l'action, les classes populaires des banlieues et des centres urbains. Pourtant, il a fait bouger le rapport de forces. Macron pensait qu'avec sa victoire sur le mouvement des cheminotEs plus aucun obstacle ne s'opposerait à la mise en œuvre de son calendrier ultralibéral. Ce n'est plus le cas. Le patronat a quant à lui vite remis, en silence, son attaque contre le paiement des heures



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

supplémentaires des chauffeurs routiers. De même, le réchauffement du climat social a permis aux salariéEs de l'hôtel de luxe Hayatt de faire aboutir une partie de leurs revendications. Mais, parallèlement à cela, la très grande majorité du mouvement syndical n'a pas voulu se mettre en marche au côté des Gilets jaunes, et pousser l'avantage, non seulement pour mettre en avant des revendications professionnelles, mais surtout pour créer le rapport de forces permettant de faire aboutir les revendications générales sur les salaires (indexation, augmentation générale) ou la suppression du CICE. C'est pourtant cette action conjointe pour les salaires et

faire plier Macron dans sa politique au service des capitalistes qui est toujours à l'ordre du jour, et ce dès les premières semaines de janvier. Si les conditions sont toujours présentes, avec la prolongation des actions des Gilets jaunes, la convergence ne pourra venir que par en bas, comme elle a commencé à se réaliser dans de nombreuses manifestations dans les villes, et dans l'investissement de militantEs du mouvement social parmi les Gilets jaunes.

L'enjeu des questions politiques

À travers « l'apolitisme » revendiqué des Gilets jaunes, s'est exprimé le rejet des mécanismes politiques de la « démocratie représentative ». Les Gilets jaunes sont le résultat de ces dizaines d'années durant lesquelles les gouvernements ont brisé tous les maillons par lesquels l'État maintenait un certain consensus social, et donc le respect des institutions et du personnel politique. La crise ouverte de la social-démocratie et des Républicains, l'élection même de Macron, sont les conséquences de ce processus. La première expression de ce rejet est le refus de la représentation, de la délégation au sein même des Gilets jaunes. Cela n'a pas empêché, ces dernières semaines, des débuts de structuration pour organiser les actions et les exigences. Évidemment, l'action et la parole des Gilets jaunes sont directement politiques, mais ne peuvent

pour l'instant s'intégrer dans les cadres institutionnels. Pour autant, la mise en avant du référendum d'initiative citoyenne (RIC) témoigne des illusions dans la possibilité de peser sur les mécanismes institutionnels par quelques coups de boutoir. L'expérience du Traité constitutionnel européen ou de la consultation pipée de NDDL sont bien là pour prouver le contraire. Par contre, l'exigence démocratique bien présente peut être riche d'autres développements si le mouvement se maintient sous formes d'assemblées populaires locales stimulant l'action militante pour imposer des choix correspondant aux besoins sociaux. Cette aspiration démocratique, même si elle ne trouve pas de débouché, ne se résorbera pas en « digérant » les Gilets jaunes, quels que soient les désirs de carrière individuelle de certains leaders. Mais, comme ce qui concerne les questions sociales, les questions politiques sont un enjeu ouvert à cette étape du mouvement. S'il s'éteignait en ce début d'année, non seulement il serait plus difficile que se matérialisent des relais de mobilisation dans des secteurs professionnels du salariat, mais le seul débouché de la politique redeviendrait le système électoral, soit en négatif par l'abstention, soit dans un partage de voix entre la FI et FN dont ce dernier serait le principal bénéficiaire.

Léon Crémieux

À GAUCHE(S) Annus Horribilis

L'année 2018 a confirmé la décomposition, voire la disparition du Parti socialiste, mais aussi l'impossibilité à la gauche du PS d'occuper l'espace vacant. Et ce ne sont pas les élections européennes qui vont améliorer la situation.

Selon un sondage IFOP récemment publié dans le *Journal du Dimanche*, si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu aujourd'hui, Macron ferait mieux qu'en 2017, tout comme Marine Le Pen qui passerait en tête. En revanche, ce qui ne changerait pas, ce serait le score du candidat du Parti socialiste quel qu'il soit. Quant à Mélenchon, il reculerait de cinq points. Ce sondage est sans aucun doute, malgré les limites de l'exercice, révélateur de la décomposition, qui n'en finit pas, du Parti socialiste, mais aussi de l'état de la gauche radicale.

En voie d'extinction ?

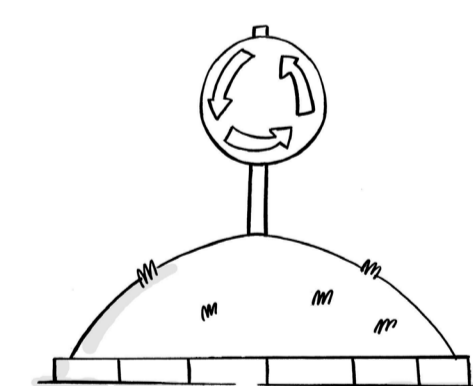
Le 12 octobre 2018 a marqué une nouvelle étape dans l'agonie du Parti socialiste. C'est en effet à cette date que le PS a quitté définitivement son siège de la rue de Solferino, où le parti était installé depuis 1980. Symboliquement, ce départ marque son éloignement durable du pouvoir. C'est à la même date qu'Emmanuel Maurel, représentant de l'aile gauche du parti, a annoncé son départ; il s'est, depuis, rapproché de La France insoumise. Tellement rapproché qu'il est en position éligible aux prochaines européennes. Mais cette rupture ne fut pas la première: avant lui, il y avait eu Valls, Hamon et des centaines d'autres éluEs. Sans oublier l'hémorragie militante. En effet, lors du dernier congrès d'Aubervilliers en avril 2018, ce sont 37 000 adhérentEs qui ont participé

au vote, alors qu'ils et elles étaient plus de 71 000 au congrès de Poitiers en juin 2015 et 132 000 au congrès de Reims en 2008... Olivier Faure n'a pas, contrairement à ce qu'il espérait lors de son élection comme premier secrétaire, réussi cette année à « relever la tête », bien au contraire. Depuis son arrivée à la tête du PS, il se bat en vain pour ressusciter la mortifère union de la gauche et demeure invisible, totalement inaudible sur le fond, laissant ainsi l'espace en interne à deux anciens éléphants: François Hollande et Ségolène Royal... Ce qui tend à prouver qu'aucune leçon n'a été tirée... L'année 2018 n'aura pas non plus été des plus clémentes pour le Parti communiste. Elle marque la fin, en eau de boudin, du Front de gauche, et la difficulté du parti à rebondir et à enrayer un déclin engagé depuis maintenant plusieurs décennies. Lors de leur 38^e congrès, qui s'est tenu en novembre dernier, les communistes ont renoué ainsi avec leur stratégie d'alliances à géométrie variable en vue, entre autres, des prochaines municipales, mais en privilégiant le PS qui pourrait leur permettre ainsi de garder quelques communes. La nouvelle orientation adoptée est loin d'être porteuse d'une véritable alternative stratégique et théorique. Pire, le rapprochement avec le PS d'Olivier Faure ne permettra pas d'en finir avec le processus de marginalisation du PCF. Bien au contraire, cela risque même de l'accélérer.

J'me voyais déjà

Depuis l'élection de Macron, Mélenchon se pense et se veut, à lui seul, l'opposition politique de gauche, le seul combattant politique contre Macron, dont le rôle serait d'appeler « les gens » à se rassembler autour de lui. Mais l'année n'aura pas été un long fleuve tranquille pour Mélenchon et La France insoumise, loin s'en faut. C'est ainsi que l'appel aux « gens » à se rassembler autour de Jean-Luc Mélenchon, et de lui seul, le 23 septembre 2017 contre le « coup d'État social » de Macron, se solda par un bilan fort mitigé, et que l'appel à des « casserolades » et à une manifestation de « une million de personnes sur les Champs-Élysées » fut mis entre parenthèses. Un an plus tard, l'épisode des perquisitions d'octobre 2018, où Mélenchon a choisi « le bruit et la fureur », l'a fait apparaître hors de contrôle, très loin du « candidat du peuple » qu'il affirme être. Une séquence au cours de laquelle il témoigna de son mépris pour l'accent d'une journaliste toulousaine, contre les « abrutis de Radio France », avec en outre une campagne haineuse contre *Mediapart*... Une séquence politique désastreuse pour La France insoumise, et en particulier pour son leader, qui a depuis bien du mal à retrouver une certaine crédibilité et adhésion au moment même où une crise sociale et politique de grande ampleur a lieu. Mais comme à son habitude, Mélenchon ramène tout à lui en indiquant que « les trois quarts »

MÉLENCHON DÉQU
PAR LE MOUVEMENT
DES GILETS JAUNES



DES SEMAINES
DE SOLITIEN
ET PAS UN SEUL
ROND-POINT A
MON NOM!



CHARMAG

des revendications des Gilets jaunes sont dans son programme. On ne se refait pas!

2019: à l'épreuve des urnes

L'année qui vient risque d'être celle de tous les dangers pour la gauche institutionnelle. En effet, c'est celle des élections européennes, premier scrutin à caractère national depuis l'arrivée de Macron au pouvoir. Et on peut le dire: ils sont tous sur les starting-blocks... et dans les tractations. Une fois encore, l'unité de la gauche (sans contenu politique) est remise sur le devant de la scène, que ce soit par les éditorialistes bienpensants ou par un certain nombre de leaders. Et comme toujours, les mêmes vieilles recettes sont avancées: l'union de la gauche permettrait d'être un rempart à Macron, mais aussi et avant tout au Rassemblement national. C'est le discours, par exemple, d'Olivier Faure du PS, de Benoît Hamon mais aussi de Raphaël Glucksmann qui vient de

créer un nouveau mouvement, « Place publique ». Tous rêvent de rassembler toute la gauche et les écologistes hormis La France insoumise... pour occuper de nouveau l'espace. C'est dans cette optique que Ségolène Royal a proposé à Yannick Jadot une liste commune, sur laquelle elle aurait été placée en seconde position, mais ce dernier lui a émis une fin de non recevoir en affirmant que « ce n'est pas la nostalgie qui va nous sauver ». Le PCF, quant à lui, même s'il a une tête de liste depuis un certain temps, s'essaye lui aussi à l'unité, avec les... Gilets jaunes. Seule La France insoumise semble être prête à ces prochaines élections, malgré là aussi de nombreux couacs internes. Mais cela sera-t-il suffisant pour être, comme ils l'espèrent, la seule opposition à Macron? Et surtout, cela permettra-t-il d'avancer dans la construction d'une opposition radicale et unitaire à l'offensive capitaliste? Rien n'est moins sûr.

Joséphine Simphon

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE **Changer le système : c'est urgent !**

Année après année, les conférences sur le climat se succèdent, sans aucune mesure contraignante pour les États, et les catastrophes climatiques s'intensifient.

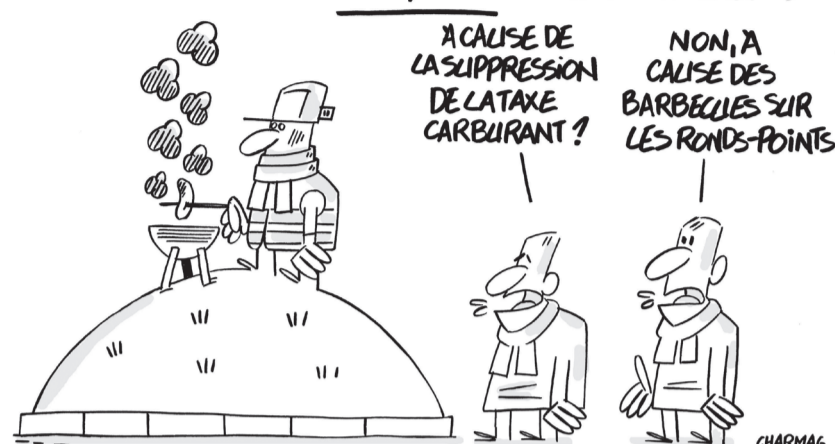
L'année 2018 a connu des événements climatiques extrêmes, qui touchent l'ensemble de la planète, en particulier les pays du Sud dont le bilan carbone est pourtant bien inférieur à celui des pays du Nord.

Asie-Pacifique

Inondations au Népal et au Bangladesh, super typhon Mangkhut aux Philippines, fonte des glaces himalayennes... À chaque catastrophe non naturelle, des dégâts matériels et des centaines de mortEs. En Inde, suite à des pluies deux fois et demi supérieures à la normale, des inondations record ont provoqué la mort de 500 personnes et contraint plus d'un million d'autres à se réfugier dans des camps.

À ces phénomènes météorologiques extrêmes, qui menacent la biodiversité, s'ajoutent d'autres fléaux : élévation du niveau de la mer, espèces exotiques envahissantes, intensification de l'agriculture, surpêche, augmentation des déchets et de la pollution, déforestation... 60% des prairies sont dégradées, près de 25% des espèces endémiques sont menacées et 80% des rivières les plus polluées par les déchets plastiques dans le monde se trouvent dans cette zone. Si les pratiques

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, LA FAUTE AUX GILETS JAUNES



de pêche se poursuivent au même rythme, la région ne comptera plus de stocks de poissons exploitables d'ici à 2048. Les îles Fidji sont menacées de disparition avec l'élévation du niveau des océans due à la fonte des glaces des pôles.

Afrique

Le climat s'emballe ! Vagues de froid au Maroc, fortes intempéries en Tunisie et incendies monstres en Algérie, cyclone au Mozambique, inondations au Sierra Leone, au Nigéria... Au début de l'année, suite à une sécheresse qui dure depuis 2015, la métropole du Cap en Afrique du Sud a envisagé un accès à l'eau restreint à 25 litres par jour et par personnes, sous la surveillance de la police et de l'armée. Des manifestations nettes du basculement du climat auxquelles se rajoutent la dégradation des écosystèmes : 500 000 km² de terres sont dégradées du fait de la déforestation, de l'agriculture non durable, du

surpâturage, des activités minières, des espèces invasives ou du réchauffement. Or, en zone rurale, la subsistance de près de deux tiers des habitantEs dépend de la bonne santé des milieux naturels. À la fin du siècle, certaines espèces de mammifères et d'oiseaux pourraient avoir perdu plus de la moitié de leurs effectifs, et la productivité des lacs (en poissons) avoir baissé de 20 à 30%.

Amériques

Tornades et ouragans violents au Canada, en Caroline, incendies dévastateurs en Californie où sévit une sécheresse chronique, glissement de terrain au Brésil, déforestation en hausse... L'entêtement criminel de Trump n'y peut rien : le continent américain est aussi touché. Là aussi, l'impact du dérèglement climatique sur la biodiversité va s'intensifier d'ici 2050. Les espèces indigènes ont déchu de 31% depuis la colonisation par les Européens,

et ce taux pourrait monter à 40% au milieu du siècle. Par rapport à leur état originel, plus de 95% des prairies d'herbes hautes d'Amérique du Nord, 50% de la savane tropicale et 17% de la forêt amazonienne en Amérique du Sud ont été transformés en des paysages dominés par l'homme. En cause, l'hyper-développement productiviste, l'exploitation intensive du sous-sol, les transports des matières premières et marchandises, et «l'American way of life»... pour celles et ceux qui en ont les moyens.

Europe-Asie centrale

Chaque été, la canicule frappe, même en Suède, en Finlande. Les fortes pluies, qui ne peuvent s'écouler tant les surfaces sont bétonnées, inondent villes et villages, obligeant les habitantEs à fuir. En Europe et en Asie centrale, 42% des animaux terrestres et des plantes ont enregistré un déclin de leurs populations au cours de la dernière décennie, de même que 71% des poissons et 60% des amphibiens. Sans surprise, la première cause de cette hécatombe est l'intensification de l'agriculture et de l'exploitation forestière, et particulièrement dans l'usage excessif de produits agrochimiques (pesticides, engrais). Résultat : la région consomme plus de ressources naturelles renouvelables qu'elle n'en produit, l'obligeant à en importer massivement d'autres zones du monde.

Toujours plus de déracinéEs climatiques

L'ONG Oxfam estime que «*la montée des eaux, l'évolution des précipitations et d'autres changements réduisent les moyens de subsistance et augmentent*

le risque de voir, à l'avenir, beaucoup plus de gens se déplacer». Pourtant, ni la protection, ni l'accueil, ni le statut des millions de déplacéEs et réfugiéEs climatiques ne sont au programme des COP successives. Les frontières se referment, les ports refusent même l'accueil des bateaux humanitaires : c'est la seule réponse des gouvernants, qui refusent toute solution politique globale. Car, pour eux et les grands groupes industriels et financiers, il s'agit de se servir de la question du climat pour continuer à faire des profits. L'économie mondiale consacre beaucoup plus d'argent aux énergies fossiles qu'aux actions d'économie d'énergie et aux renouvelables...

Il est encore temps d'agir !

Les gouvernants, serviteurs volontaires des grands groupes industriels et financiers, refusent de s'attaquer aux causes de la crise écologique. Face à cela, le succès des marches mondiales pour le climat, de la pétition contre l'inaction climatique, mais aussi la montée des préoccupations environnementales, comme l'a révélée le bouillonnement d'idées dans la marmite des Gilets jaunes qui se sont mis en mouvement, en France, en Bulgarie, en Allemagne, en Irak, en Belgique... sont un encouragement et le signe que les populations vont devoir agir ensemble, sans tarder.

Seules les mobilisations des peuples pourront imposer d'autres modes de production et de consommation, et sauver le climat. Nos propositions écosocialistes dessinent un autre monde, en rupture avec les modèles économiques capitalistes, énergivores et polluants.

Commission nationale écologie

MOYEN-ORIENT-AFRIQUE DU NORD

Les peuples face à la contre-révolution et aux impérialismes

L'année 2018 a confirmé que le soulèvement amorcé à la fin de l'année 2010 était tout sauf un épiphénomène. Ce sont bien l'ensemble des structures de domination régionale qui n'ont, depuis, cessé de vaciller, et tout indique qu'il n'y aura pas de retour en arrière. Une brèche a été ouverte, dans laquelle se sont successivement engouffrés les peuples de la région qui, malgré la violence de la répression, refusent de se résigner. Du Maroc à l'Irak, du Rojava au Soudan, de la Palestine à la Tunisie, la révolte gronde, pour la bonne et simple raison que les conditions qui ont précipité le soulèvement de l'hiver 2010-2011 n'ont pas changé, quand elles ne se sont pas tout simplement aggravées.

« Je vais m'immoler par le feu »

«*Vous oubliez les chômeurs et vous engagez ceux qui ont des ressources et de l'argent. Il y a des gens qui n'ont rien. Il y a des régions marginalisées et appauvries. [...] Je vais manifester seul. Je vais m'immoler par le feu. Je vais m'immoler. Si quelqu'un trouve un emploi grâce à moi, alors ça n'aura pas été pour rien.*» Dans une vidéo enregistrée le 24 décembre, le journaliste tunisien Abdel Razzaq Zorqui (32 ans) annonçait son intention de se donner la mort, seul moyen selon lui de se faire entendre face à un pouvoir n'offrant aucune perspective à la jeunesse et réprimant et/ou délégitimant toute contestation. Le jeune journaliste s'est ensuite immolé par le feu, tout un symbole dans le pays duquel était parti le soulèvement de 2010-2011, suite à l'immolation d'un jeune vendeur ambulant qui s'était fait confisquer sa marchandise et son

L'année 2018 s'était ouverte avec une révolte en Iran, contre la vie chère, les inégalités sociales, la corruption et l'autoritarisme du régime des Mollahs. Des manifestations réprimées dans le sang, à l'instar de celles qui se déroulent actuellement au Soudan (voir page 2). Le processus insurrectionnel ouvert dans la région Moyen-Orient-Afrique du Nord à l'hiver 2010-2011 est loin d'être achevé, même si force est de constater, et l'année 2018 l'a malheureusement de nouveau illustré, que les forces contre-révolutionnaires, soutenues par leurs alliés impérialistes, sont toujours à l'offensive.

outil de travail par la police du dictateur Ben Ali. Un symbole du fait que, huit ans plus tard, rien ou presque n'a changé. Le même constat pourrait être opéré dans la plupart des pays de la région, à commencer par l'Égypte, autre berceau du soulèvement régional, dans lequel le dictateur Sissi réprime sauvagement toute opposition, et où les inégalités sociales continuent de se creuser à mesure que le pouvoir applique les recettes économiques du FMI. En Syrie, la «victoire» de Bachar al-Assad ne fait guère illusion : l'écrasement de la révolte syrienne s'est fait au prix de centaines de milliers de mortEs et de millions de réfugiéEs et déplacéEs. L'un des dignes représentants du régime, le responsable des services de renseignement de l'armée de l'air Jamil al-Hassan, déclarait cet été : «*Une Syrie avec 10 millions de personnes fiables, obéissant envers ses dirigeants est mieux qu'une Syrie avec 30 millions de vandales. [...] Après huit ans, la Syrie n'acceptera pas la présence de cellules cancéreuses, celles-ci seront entièrement extirpées.*» Autant dire qu'à long, voire à moyen terme, rien n'est réglé.

Reconstruire une solidarité internationale

Il suffit ainsi de prendre un peu de recul pour se rendre compte que ceux qui veulent (faire) croire à un possible retour



Kasserine, le 25 décembre. DR

à la stabilité par la force brute se trompent lourdement, et font preuve d'un coupable et criminel mépris à l'égard des peuples de la région. Les ingérences étrangères, le renforcement des autoritarismes et le climat de guerre froide entre l'Irak et l'Arabie saoudite sont en effet des symptômes d'un approfondissement de la crise régionale ouverte par les soulèvements de l'hiver 2010-2011.

En Turquie, le nationalisme autoritaire d'Erdogan ne réussit pas à masquer les fortes contradictions sociales qui fragilisent le régime, dont l'exemple le plus récent est la grève des ouvriers du chantier du 3^e aéroport d'Istanbul et la solidarité dont ils ont bénéficié face à la

répression féroce du régime. Qui plus est, les forces kurdes du Rojava continuent d'être un élément de déstabilisation pour les plans d'Erdogan et de ses alliés, même si le retrait annoncé des forces US laisse présager du pire pour les Kurdes, ballottés au gré des velléités impérialistes. En Irak, pays ravagé par l'invasion de 2003, la guerre civile qui s'en est suivie et l'incurie d'autorités corrompues et jouant la carte confessionnelle, des mobilisations d'ampleur se sont développées, à l'exemple de Bassorah où des manifestations de masse contre la pauvreté et pour la répartition des richesses ont dégénéré cette année en émeutes, incluant l'incendie du consulat

d'Irak, pourtant considéré comme le «maître du jeu» en Irak.

Du côté du Yémen enfin, la guerre sanglante menée par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, qui a conduit à une catastrophe humanitaire sans précédent, fait figure d'exemple tragique de l'incapacité des puissances régionales à reprendre le contrôle d'une situation qui leur échappe, de facto, depuis 2010-2011. Le tableau est sombre, mais cela ne doit en rien entamer, bien au contraire, notre détermination internationaliste. En Syrie comme ailleurs, les facteurs qui ont entraîné les soulèvements de 2010-2011 sont toujours présents et, s'il ne s'agit pas de verser dans une vision mécaniste qui voudrait que les mêmes causes débouchent toujours sur les mêmes effets, nul doute que les peuples de la région n'ont pas dit leur dernier mot. Et une chose est certaine : la solidarité internationale, même si elle n'est pas forcément à la mode, y compris à gauche, est l'une des urgences de l'heure, a fortiori dans un pays impérialiste comme la France, dont les responsabilités sont immenses, entre autres et notamment en raison de son rôle de pourvoyeur en armement de tous les bouchers de la région, au premier rang desquels l'Arabie saoudite qui mène sa sale guerre au Yémen au moyen d'armes et de technologies made in France. **J.S.**

DROITS DES FEMMES Le 21^e siècle sera féministe

2018 aura confirmé deux choses : la tendance mondiale au développement des luttes féministes par en bas et la multiplication des remises en cause directes et indirectes par les États des droits des femmes et des LGBTI¹. Retour sur une année porteuse d'espoirs... et de combats !

L'avortement, une lutte encore et toujours d'actualité

La moitié des avortements pratiqués dans le monde le sont encore dans des conditions à risque pour les femmes, majoritairement en Afrique ou en Amérique latine. C'est dire si le combat pour le droit à l'avortement libre et gratuit est encore d'actualité. Cette année encore, des luttes majeures ont eu lieu dans plusieurs pays. En Pologne, les femmes se sont mises en grève contre une aggravation des conditions d'accès à l'IVG (qui restent très limitées). En Irlande, une campagne militante a débouché sur une modification de la constitution ouvrant la porte à l'accès à l'IVG. En Argentine, malgré la mobilisation extraordinaire et une première victoire au Parlement, le Sénat a repoussé la libéralisation de l'avortement. Mais les femmes d'Argentine n'ont pas dit leur dernier mot ! Même dans les pays où ce droit semble acquis, les politiques d'austérité et l'ordre moral sont une menace permanente. En France, près de 5000 femmes doivent encore partir à l'étranger à cause des délais trop courts, près de 150 centre IVG ont fermé ces dernières années et, ici comme en Italie, la clause de conscience des médecins est un vrai frein. Localement, des luttes s'organisent pour sauvegarder



Le 24 novembre à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

des services menacés de fermeture ou gravement restreints comme à l'hôpital Tenon à Paris. Parce que c'est un élément fondamental du droit à disposer de son corps, les femmes se mobilisent massivement, voire se mettent en grève pour le défendre. Les manifestations de solidarité internationale avec les femmes de Pologne, d'Irlande, des États-Unis... montrent également à quel point la conscience de la nécessité de ce droit pour toutes et partout reste forte.

Contre les violences : reconstruire le mouvement féministe

L'année 2018 a aussi été marquée par la poursuite des luttes contre les violences faites aux femmes. En Amérique latine, la vague partie d'Argentine autour du mouvement *Ni una Menos* ne semble pas s'affaiblir. Au contraire, la mobilisation s'enracine dans l'ensemble du continent. Que ce soit au Mexique, au Pérou, en Équateur... les conditions de vie des

femmes ne leur laissent pas le choix : la solidarité et l'auto-organisation sont les seules solutions. Au Brésil, l'assassinat de Marielle Franco démontre à quel point une militante noire, lesbienne et issue des quartiers populaires qui combat toutes les oppressions constitue une ennemie à abattre. La réponse n'a pas été la peur ou l'abattement, mais des mobilisations massives au Brésil, et des manifestations de soutien à travers le monde.

En Europe, la situation des femmes est évidemment moins violente au quotidien et pourtant, en France, on compte encore une femme assassinée tous les 2,5 jours par son (ex-)conjoint. Avec la libération de la parole portée par la vague #metoo de 2017, les mentalités changent. Un peu. Mais le traitement judiciaire des violences, en particulier des viols, montre le chemin qui reste à parcourir : sur les 117 000 viols ou tentatives de viol qui, selon les estimations, ont lieu chaque année, moins de 1% donnent lieu à une véritable condamnation.

À ce sujet, l'organisation de la journée du 24 novembre dans la cadre du mouvement Noustoutes marque sans doute une avancée importante dans la reconstruction d'un mouvement féministe. En effet, 23 ans après la marche du 25 novembre qui avait rassemblé 50 000 personnes à Paris et avait été l'inauguration du mouvement social de novembre/décembre 1995, était affichée la volonté de dépasser les clivages historiques du mouvement féministe français sur le voile et la prostitution. Pari partiellement réussi puisque, si plusieurs cadres d'organisation de la marche se sont juxtaposés, l'ampleur de la mobilisation a été, elle, sans commune mesure avec celle des années précédentes. Dans l'État espagnol et en Italie, la question des violences donne également lieu à une mobilisation qui s'approfondit.

On peut donc espérer qu'à l'échelle internationale, même si les situations sont très hétérogènes, la lutte contre les violences soit un axe de convergence et de reconstruction d'un mouvement féministe massif et radical. La prise de conscience de l'ampleur du phénomène des violences sexistes et de leur rôle clef dans la maintenance du système capitaliste et patriarcal en fait un combat extrêmement subversif.

8 mars : grève internationale des femmes

Dans la suite du 24 novembre, le 8 mars constituera la prochaine échéance importante de mobilisation internationale. Alors que l'appel à la grève le 8 mars, lancé en 2017 depuis l'Argentine, s'est construit progressivement, et a connu l'année passée une ampleur retentissante dans l'État espagnol avec 5 millions de grévistes, l'enjeu est de faire mieux cette année. En s'appuyant sur le travail des 2 années précédentes dans

les organisations syndicales et sur celui mené pour construire le 24 novembre, on peut espérer convaincre davantage de secteurs de faire grève. Il faut bien sûr argumenter sur le fond : la question du travail est un enjeu clef tant pour ce qui concerne l'égalité des rémunérations, que la répartition du travail domestique. 70% du travail effectué dans le monde est non rémunéré et est effectué essentiellement par les femmes ! Un chiffre qui permet de comprendre l'enjeu que représente, pour le système capitaliste, la domination des femmes à l'échelle de la planète... En France, la présence importante des femmes dans le mouvement des Gilets jaunes est la conséquence de leur sur-représentation parmi les travailleurEs pauvres, les plus précaires, à horaires décalés et hachés, à faibles pensions de retraites, avec la galère que connaissent en particulier les femmes qui élèvent seules leurs enfants...

Comme on l'a vu l'année dernière dans l'État espagnol et en Argentine, la grève est à la fois un moyen de visibilité du travail des femmes dans les sphères publique et privée mais aussi un moyen de lutte : égalité salariale, réduction du temps de travail, etc. Nous n'obtiendrons rien sans rapport de forces ! *Le Manifeste pour un féminisme des 99%* de Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser² peut être un point d'appui théorique à combiner avec la mobilisation, pour reconstruire un mouvement féministe. Ce manifeste porte l'idée d'une alternative au féminisme libéral, pour un féminisme anticapitaliste et antiraciste, qui fait le lien avec la nécessité de transformer la société, en tenant compte de la préservation de la planète, dans une perspective d'émancipation de toutes. Tout un programme pour 2019 !

Commission nationale d'intervention féministe

1 – LGBTI : lesbienne, gay, bisexuel, transgenre, intersexe.

2 – À paraître en français en mars 2019 aux éditions la Découverte. À lire en attendant : <https://www.solidarites.ch/journal/d/cahier/8822>

À l'assaut du pouvoir

EXTRÊME DROITE

La victoire de Jair Bolsonaro lors de l'élection présidentielle au Brésil, en octobre dernier, est un événement de portée internationale. L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite dans un pays de plus de 200 millions d'habitants, huitième puissance économique mondiale, est un véritable coup de tonnerre. Mais le moins que l'on puisse dire est qu'il ne se produit pas dans un ciel serein, et qu'il exprime une tendance à l'œuvre dans l'ensemble des pays capitalistes « développés : une montée en puissance des courants autoritaires, de droite extrême et d'extrême droite.

Le 21 octobre, Bolsonaro déclarait, à propos de la gauche brésilienne : « Si cette bande veut rester ici, ils vont devoir se soumettre à la loi comme tout le monde. Ou ils s'en vont ou ils vont en prison. Ces marginaux rouges seront interdits [de séjour] dans notre patrie. » Une violence verbale coutumière chez celui qui a été intronisé président du Brésil le 1^{er} janvier, un nostalgique assumé de la dictature dont les outrances autoritaires, militaristes, sexistes, homophobes, racistes et anti-pauvres seraient trop longues à lister. Des outrances que nombre de titres de la presse françaises ont présentées, lors de la campagne électorale brésilienne, comme des « propos polémiques », comme si l'apologie de la torture, du viol ou des assassinats politiques méritait d'être qualifiée de la sorte. Un euphémisme qui en dit malheureusement long sur la banalisation et la normalisation d'idées et de courants politiques qui auraient été, il y a une vingtaine d'années encore, considérés comme des résurgences aberrantes d'un passé révolu.

Dignes rompues

Retour en 2000. À la fin du mois de janvier, suite aux élections législatives autrichiennes, l'entrée au gouvernement du parti d'extrême droite FPÖ, dirigé à l'époque par Jörg Haider, est confirmée. Des manifestations ont lieu aux quatre coins de l'Europe, et les dirigeants de l'UE s'indignent, sous la pression des « opinions publiques », de cette participation gouvernementale. Des sanctions sont même prises contre l'Autriche par les quatorze autres États membres, dont la suspension des rencontres officielles bilatérales au niveau

politique. Sanctions symboliques, qui seront levées quelques mois plus tard, mais qui témoignent néanmoins d'un certain « esprit du temps ». Sanctions qui semblent inimaginables dans l'Union européenne de 2018.

Italie, Hongrie, Autriche, Pologne... La liste est longue des pays européens dans lesquels l'extrême droite est au pouvoir, seule ou dans des gouvernements de coalition. Et la liste serait encore plus longue des États dans lesquels elle peut prétendre jouer, dans les années à venir, un rôle de premier plan. Face à ce phénomène, les digues ont été rompues du côté des partis qui ont administré en alternance, pendant plusieurs décennies, les affaires des bourgeoisies européennes. Ainsi, c'est au déficit budgétaire de l'Italie que les institutions européennes s'intéressent le plus, à l'heure où Salvini se vante de renvoyer les migrantEs à la mer et où il prône un couvre-feu pour les « commerces ethniques ». Les monstruosité proférées et mises en œuvre en Hongrie par Orbán lui ont valu des remontrances du Parlement européen, mais son parti est toujours membre à part entière du Parti populaire européen (PPE), avec le soutien de la CDU de Merkel et des LR de Wauquiez... Le gouvernement droite-extrême droite en Autriche ne s'est attiré aucune critique. Est-ce parce



DR

qu'il vient d'allonger la durée maximale du temps de travail à 12 heures par jour et 60 heures par semaine, un rêve pour tous les ultralibéraux ?

Redonner confiance et espoir

Même si les formations d'extrême droite présentent des caractéristiques singulières, entre autres une vision ultra-autoritaire des rapports sociaux articulée à des projets de « régénération nationale » qui en font les ennemis mortels des jeunes, des salariéEs, des femmes, des LGBTI et des immigréEs, il ne faut pas être dupes de la mise en scène du prétendu affrontement à venir, lors des européennes, entre « progressistes »

et « illibéraux ». Car les seconds se nourrissent des politiques menées par les premiers et de leur incapacité à juguler les effets économiques et sociaux d'une crise du capitalisme qui dure depuis 10 ans et qui accroît chaque jour un peu plus les inégalités, la misère et le désespoir. Un véritable carburant pour les courants d'extrême droite et de droite extrême, qui bénéficient en outre de la reprise de leurs propositions autoritaires et racistes par les partis « traditionnels », formidable rampe de lancement pour des mouvements qui prônent un nationalisme chauvin et xénophobe, un « retour à l'ordre » et des mesures économiques libérales, voire ultralibérales qui, quand bien même elles seraient mâtinées de protectionnisme, ne remettent nullement en cause le fonctionnement du système capitaliste et peuvent donc leur attirer la sympathie de certaines franges du capital.

S'il ne s'agit pas d'adopter un ton alarmiste, il est plus que temps de tirer la sonnette d'alarme et de mesurer à quel point la conjoncture de triple crise, économique, sociale et politique, est favorable au développement de monstruosité comme les courants d'extrême droite, de l'Amérique latine à l'Europe, mais aussi, dans un style différent mais tout aussi révélateur de l'époque, Donald Trump, tandis que les régimes autoritaires de Poutine et Erdogan s'affirment de plus en plus sur la scène internationale. Face à ces phénomènes, il est de la responsabilité des courants anticapitalistes et, au-delà, de toutes les forces progressistes, de ne pas céder un pouce, sur le terrain des idées et sur le terrain tout court, aux formations d'extrême droite. L'internationalisme et la solidarité internationale font partie des urgences de l'heure, et les récentes mobilisations de masse, du Brésil à l'Allemagne, doivent nous inspirer. Il est enfin plus que jamais nécessaire de faire vivre la perspective d'un autre monde, débarrassé des oppressions et de l'exploitation, et de la rendre crédible, afin de redonner confiance et espoir, seuls antidotes face au pire qui, s'il n'est jamais certain, a désormais largement dépassé le statut de simple hypothèse.

Julien Salingue

ANTIRACISME Une année de développement de la solidarité avec les migrantEs

L'année 2018 a été marquée par des avancées importantes du mouvement de solidarité avec les migrantEs. D'abord par le nombre de personnes engagées dans les mobilisations multiformes, mais aussi par une prise de conscience du rôle essentiel de la solidarité et de l'unité pour lutter ensemble contre ce gouvernement assassin.

Une marche réussie dans la neige et la tourmente...

La marche des solidarités du 17 mars a rassemblé plusieurs milliers de Franciliens et de manifestantEs venuEs en cars de toute la France. Elle dénonçait les politiques migratoires honteuses, le projet de loi Asile-immigration et exigeait l'égalité et la justice sociale.

L'idée était de faire converger les luttes contre les violences policières et celles contre la chasse aux migrantEs. La conscience que toute politique raciste porte en elle les politiques sécuritaires et antisociales contre tous et toutes s'exprimait clairement.

Cette journée a permis de rendre visible la nécessaire riposte contre les violences policières, contre les politiques migratoires et contre la casse sociale : même violence d'État, riposte commune !

Les revendications communes étaient la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous, la régularisation de touTEs les sans-papiers, l'égalité des droits. D'où l'engagement pour un front antiraciste offensif et permanent.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Les premierEs concernéEs... au premier rang

La seconde leçon de l'année 2018 a été l'ampleur de la mobilisation des premierEs concernéEs, celle des familles des victimes, mobilisations tout à la fois à caractère familial, de quartier et très politiques. Et mobilisations de jeunes migrantEs dans de nombreuses facs, à Paris 8, Toulouse, Lyon ou encore Grenoble. De jeunes migrantEs, étudiantEs ou non, organisent avec les étudiantEs des réquisitions d'amphis et s'y installent. Ils et elles gagnent peu à peu le soutien actif des associations, de certains enseignantEs, voire de leurs syndicats, et s'imposent comme interlocuteurEs directs auprès des présidents de fac et des différentes institutions. De même, des

collectifs de mineurEs isoléEs et jeunes majeurEs se sont organisés, soutenus par différentes associations ou réseaux, dont RESF, pour défendre leurs droits. Une grande première dans certaines villes. La mobilisation sur les facs a renforcé les coordinations de solidarité avec les migrantEs existant déjà dans certaines villes. Les réquisitions de lieux se sont multipliées et diversifiées, permettant des liens forts entre migrantEs et de nombreuses associations, bousculant les institutions publiques.

La question des frontières

Une manifestation nationale et transalpine s'est déroulée à Menton le 30 mars. Une mobilisation en mémoire de touTEs les mortEs en Méditerranée – plus de

2000 cette année, au moins 17000 depuis 2014 officiellement recensés par l'ONU – ou dans les Alpes. Une manifestation pour crier qu'« on en a marre » et qu'on est toujours là pour que cela cesse. Une mobilisation pour soutenir les militantEs des différentes vallées et cols de passage des Alpes. Là encore, les migrantEs sont bien présents, en tête de cortège, leur mot d'ordre « De l'air, de l'air ouvrons es frontières » est très largement repris. Cette année, la mobilisation aux frontières n'a pas faibli. Des actions de solidarité concrète et politique : l'accueil, les soins, les accompagnements, les manifs, les meetings, les occupations, les procès... Cette année, aux frontières, mais aussi dans de nombreuses régions, des milliers de personnes qui n'étaient pas militantes ont découvert ce scandale du 21^e siècle : des migrantEs, souvent jeunes, parfois mineurEs, cherchant refuge dans le pays dit « des droits de l'homme » meurent ou survivent à peine, pourchassés, de camps en foyers, assignés à résidence ou enfermés en centre de rétention... Ils et elles se sont engagés de diverses façons, beaucoup se politisant peu à peu, comme l'expliquent beaucoup d'entre elles et eux.

La solidarité en procès

Ce sont ces élans que certains appellent fraternité et beaucoup solidarité que l'État veut casser. Casse du travail, casse des protections sociales, mise en concurrence des salariéEs, politiques racistes, islamophobes... visent à empêcher l'union de ceux et celles d'en bas.

La solidarité autour des migrantEs nous a permis, au-delà des militantEs et associations habituels, d'élargir le nombre des personnes impliquées, le nombre des actions multiformes dans tout le pays. Multitude d'actes solidaires et journées d'action visibles : c'est ce que redoute le gouvernement. La justice a alors frappé fort contre les personnes solidaires, y compris avec des peines de prison avec sursis (jusqu'à un an) pour les 7 de Briançon et de la prison ferme (4 mois pour deux d'entre elles). Justice de classe, justice partielle qui laisse impunis les identitaires qui occupent le col de l'Échelle et terrorisent les jeunes migrantEs, et qui criminalise celles et ceux qui leur viennent en aide. Nous étions plus de 2000 lors du procès de Gap le 8 novembre. Et nous serons plus encore lors du jugement en appel !

Le 18 décembre, journée internationale des migrantEs

10 000 manifestantEs à Paris, pas vu depuis 10 ans, des manifestations aux flambeaux dans 60 villes, deux marches aux frontières à Menton et au Perthus, des milliers de sans-papiers organisés dans des collectifs pour exiger la liberté de circulation, la fermeture de centres de rétention. Cette fois l'unité est au rendez-vous à Paris et dans de nombreuses villes, avec la CGT, la FSU, la CNT, Solidaires, ainsi que le comité Adama, le collectif Rosa Parks, le collectif Vies volées et de nombreuses associations des immigrations, des quartiers...

L'urgence de se battre ensemble contre la montée des nationalismes, des racismes et des fascismes dans toute l'Europe est mise à l'ordre du jour, ainsi que la nécessité de construire des solidarités face aux politiques d'austérité et de répression qui frappent l'ensemble des populations.

Roseline Vachetta

Soucieux de plaire à un public conservateur. Blanquer multiplie les annonces réactionnaires sur l'école d'autrefois, où l'on « apprenait à lire, écrire, compter », tout en préparant activement, « en même temps », l'intégration du système public de l'éducation dans la sphère du marché sur le modèle étatsunien... en dépit des résultats catastrophiques de celui-ci en matière d'inégalité d'accès à l'éducation.

Tour de passe-passe budgétaire

Certes, conscient d'une forme d'attachement de la population au système scolaire actuel, perçu à tort ou à raison comme susceptible d'offrir à ses enfants un avenir meilleur ou au moins un travail décent, Blanquer avance voilé, avec parfois des discours et des dispositions en apparence progressistes, comme la décision du dédoublement de classes de CP au primaire. En réalité, ainsi que l'ont relevé de nombreuses critiques, ces dédoublements ont été faits en piochant parmi les instituteurEs « réservistes » ou en multipliant des fermetures de classes dans les zones rurales, ainsi que dans le secondaire (-6% de postes, -9% dans le cas des lycées pro).

Ces suppressions massives de postes d'enseignantEs permettent à la fois de réaliser des économies – un but avoué des réformes en cours – mais confirment aussi certains des aspects les plus alarmants du projet de réforme des lycées pros, pour les élèves comme pour les personnels.

Le grand chamboule-tout des lycées

Dans ce nouveau système, les lycéenEs du pro, majoritairement issus des milieux populaires, verront leur formation professionnelle réduite à deux ans, tout en étant massivement privés d'heures d'enseignement généraliste (mathématiques, français, histoire, langues, etc.). À la place, des séances d'orientation et d'initiation à l'entreprise... dont on devine sans peine de par leur contenu qu'elles préfigureront surtout les formations Pôle emploi.

ÉDUCATION NATIONALE Blanquer, premier de sa classe

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale d'un gouvernement qui s'illustre par ses attaques continues contre les classes populaires, peut à bon droit s'en présenter comme le « bon élève » au vu des résultats qu'il a obtenus en 2018.

Car l'enseignement professionnel, sérieusement appauvri, doit également être couplé à l'avenir avec les Centres de formation pour apprentis (CFA) dont le gouvernement a autorisé l'an dernier la multiplication sous le contrôle des chambres de commerce. L'apprentissage, dans l'esprit de la réforme, deviendra le débouché naturel de la voie pro, les LEP étant destinés alors à accueillir celles et ceux qui ne trouveront pas de contrats d'apprentissage.

Les élèves du lycée général ne seront guère plus épargnés. L'an dernier déjà, de vives protestations avaient émergé un peu partout contre la mise en place de Parcoursup, plateforme supposée répartir les bachelierEs dans les différentes branches des études supérieures. Elle a surtout permis de généraliser la sélection à l'université et donc mis fin de facto au droit aux études supérieures. Les principales victimes ont été les dizaines de milliers de lycéenEs, la plupart du temps issus des lycées populaires de banlieue ou des zones rurales, écartés arbitrairement de leur choix d'études ou même du supérieur tout court.

La mise en place de Parcoursup trouve son correspondant direct dans l'actuelle réforme du lycée. La suppression des filières classiques (S, ES, L) au nom de la « liberté pédagogique » des élèves qui doivent choisir des « spécialités » par eux-mêmes, fonctionne comme un véritable piège, comme le montre l'exemple des mathématiques. Les spécialités maths n'étant plus obligatoires en première et terminale, et leur niveau étant nettement relevé, beaucoup d'élèves risquent de s'en détourner. Or, c'est une des principales



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

exigences dans la quasi-totalité des filières universitaires longues...

De plus, tous les lycées ne disposeront pas du même « pool » de spécialisations. Certains seront plus richement dotés que d'autres. Ainsi, le choix du lycée pour les collégienEs correspondra en réalité à une orientation post-bac. Une méthode qui ne peut profiter qu'aux familles aisées, qui seules ont les moyens de décrypter de tels choix.

Manager les profs

De surcroît, les réformes en cours auront l'avantage pour le ministère de pouvoir restructurer en profondeur l'organisation du travail des enseignantEs et, partant, d'augmenter leur charge de travail... L'augmentation des heures sup' obligatoires et la baisse continue du nombre

de postes ouverts aux concours (remplacés par des contractuelEs) est une indication. L'instauration d'une culture de la « performance », la création de « pôles d'excellence », dans le supérieur comme le secondaire, les « rendez-vous de carrière » avec les chefs, les primes au mérite, ou l'introduction de DRH de proximité, sont les autres jalons visant à transformer l'Éducation nationale en une entreprise comme les autres. Cette culture managériale qui s'inspire ouvertement de celle mise en place dans les années 2000 aux États-Unis est plus qu'inquiétante, puisqu'elle aura comme effet immédiat de sanctionner les établissements les plus faibles (dont les élèves, sans surprise, seront issus des milieux défavorisés) et de récompenser les établissements déjà les mieux dotés.

Faire taire la contestation

Face aux mouvements de protestation qui ont éclaté contre ces mesures, le ministère cherche à restreindre la liberté d'expression des fonctionnaires en étendant et en durcissant considérablement le fameux « devoir de réserve ». Celui-ci est de plus en plus utilisé par la hiérarchie comme une façon de brider la liberté d'expression et le droit de grève. Ainsi, le rectorat de Marseille, au moment où les manifestations lycéennes battaient leur plein, a demandé aux chefs d'établissement « d'interdire les réunions communes aux enseignants, élèves et parents d'élèves », afin de « rester maître des messages construits à l'intérieur » de l'institution scolaire. À Dijon, une enseignante a été sanctionnée par le rectorat au nom du « devoir de réserve »... pour avoir dénoncé sur Twitter la politique du gouvernement.

En revanche, le gouvernement a fait, lui, montre d'un sens de la réserve des plus limité en envoyant systématiquement la police réprimer brutalement les lycéenEs qui entreprenaient de bloquer leur établissement pour protester contre les réformes. Outre les provocations policières habituelles, visant à transformer les blocus et manifestations en émeutes urbaines, des centaines de lycéenEs ont écopé d'arrestations, pour des faits parfois dérisoires, comme ces 6 lycéenEs d'Ivry restés 36 heures en garde-à-vue pour avoir tagué, sur le mur de leur lycée, « Macron démission ».

L'ampleur de cette répression permet aussi de mesurer l'inquiétude du gouvernement face à un possible mouvement des lycéenEs... qui auraient toutes les raisons de se révolter.

Étienne Bridel

SYNDICALISME Sortir de l'alternative intégration/marginalisation

Dure année pour le mouvement syndical. Avec la mise en application des ordonnances de destruction du droit du travail, et après l'échec de la mobilisation contre la mise en pièces de la SNCF, l'année se termine avec l'improbable et durable mouvement des Gilets jaunes, non inscrite dans le logiciel syndical traditionnel.

Après les défaites contre les lois Hollande-Macron, El Khomri et les Ordonnances, la mise en pièces du service public de la SNCF était une nouvelle importante échec pour les organisations syndicales.

De la mobilisation des cheminotEs...

Secteur restant fortement organisé, bénéficiant d'une popularité historique, des protections de la fonction publique, et n'ayant connu jusque là que des défaites « indirectes », c'est-à-dire les multiples reculs des droits et des moyens de vivre des salariéEs, les cheminotEs paraissent capables d'infliger un premier recul à Jupiter. La tactique de lutte saute-mouton (le 2/5 : deux jours de grève, trois jours de travail) imposée par les directions syndicales a empêché une construction démocratique et mobilisatrice du mouvement. Mais dans le même temps les tentatives de dépasser cette forme de lutte n'ont pas rencontré un écho majoritaire chez les cheminotEs. Des difficultés qui s'expliquent d'abord parce que les cheminotEs de 2017 ne sont plus celles et ceux de 1995. Les multiples réorganisations/désorganisations de l'entreprise sont passées par là. La « culture » cheminote s'est repliée sur les conducteurEs, les plus mobiliséEs, les autres professions étant davantage soumises à l'externalisation,

aux suppressions de postes, à la perte de qualité du travail. Les contre-réformes successives ont été imposées, malgré des mobilisations répétées, créant une ambiance d'échec des luttes depuis 1995 qui a justifié le refus, de la part des directions syndicales, de l'affrontement avec le gouvernement.

... aux élections dans la fonction publique

Depuis la grande mobilisation semi-victorieuse de l'hiver 1995, les gouvernements successifs ont accéléré le démantèlement des services publics. Pas seulement pour répondre aux « exigences » de Bruxelles ou pour « dégraisser le mammoth », mais aussi pour déconstruire des secteurs qui avaient notamment permis « 95 ». La Poste, EDF-GDF, Air France, la RATP... ont, à marche forcée, malgré les résistances mais aussi souvent avec la connivence des directions syndicales, subi réductions d'effectifs, déstructurations, mise en cause du service public, dégradation des conditions de travail. En accompagnant cette démolition, les directions syndicales se sont tiré une balle dans le pied, dans la mesure où le secteur public était non seulement le plus organisé, le plus mobilisable, mais aussi une garantie de ressources financières et humaines. La baisse de participation aux dernières élections dans les fonctions publiques en est la principale leçon, plus significative que la place de « première

organisation syndicale » revendiquée par la CFDT et largement répercutée par les médias.

Cette politique a montré toute sa nocivité lors des mobilisations contre les attaques contre le droit du travail depuis la loi Macron, la loi El Khomri, les ordonnances. Des difficultés de mobilisations servant aussi d'alibi, aggravées par des tactiques de lutte rendant encore plus compliquées convergence, coordination, généralisation, convergence public-privé. C'est ainsi qu'au printemps, pendant plusieurs semaines, la mobilisation des cheminotEs s'est déroulée en parallèle de multiples luttes dans le privé sans que les unes ne renforcent l'autre.

Comment sauver les meubles ?

Le congrès confédéral de FO, en avril, ne fut que la première phase d'une crise de grande ampleur. Critiqué pour son extrême prudence lors des dernières années de son mandat, Maillly était remplacé par un Pavageau sensé mettre en œuvre un orientation plus combative. Son mandat fut rapidement écourté après la divulgation d'un fichier listant les préférences politiques ou la vie privée de 127 responsables de fédérations et unions départementales, assortis de qualificatifs injurieux, suivie d'autres révélations sur les dérives dans l'utilisation des fonds de la confédération. Plus tranquille, le congrès de la CFDT, qui s'est tenu en juin, a permis à Berger

de faire oublier les virulentes critiques portées en 2017 lors de la mobilisation contre les ordonnances, en se contentant d'élever le ton contre Macron, avec la caution de la relative détermination de la fédération cheminote.

Les crises traversées ces dernières années par les principales organisations syndicales résultent, pour une grande part, de leur incapacité à s'adapter aux réorganisations de l'appareil productif et aux transformations induites dans la « classe ouvrière ». Elles se retrouvent coïncées entre, d'une part, la volonté de certains gouvernements et d'une partie du patronat de développer le « dialogue social » et, d'autre part, celles d'autres franges de limiter leur place tant dans les entreprises que dans les systèmes de gestion paritaire (chômage, formation professionnelle, Sécurité sociale, etc.). Dans de nombreuses structures, les réponses se partagent entre plus de « dialogue social », plus d'intégration, contre plus de combativité. Si les choix sont très majoritairement faits, parfois depuis longtemps (CFE-CGC, CFTC, UNSA), ou plus récemment (FSU), pour toujours plus d'intégration, les débats, les résistances, restent possibles ailleurs (FO, CGT, Solidaires). Avec comme enjeu la survie de fractions des appareils. Mais aussi une mise en péril des équipes syndicales, proches du terrain, qui paient cash tous les errements tout en étant confrontées à la réduction drastique des

moyens des instances représentatives du personnel (IRP) qui risque de susciter une « professionnalisation » croissante tout en favorisant toujours plus de répression.

Remises en cause

Le développement du mouvement des Gilets jaunes a mis en évidence les carences du mouvement syndical : des tactiques de lutte en échec depuis au moins deux décennies, et l'incapacité à élargir son influence au-delà des secteurs traditionnels. Mais les luttes victorieuses dans le nettoyage ou l'hôtellerie, animées notamment par des structures CGT, ouvrent des pistes.

La situation demeure cependant celle d'un « partage » entre la volonté des directions syndicales d'être réintroduites, par le gouvernement, dans le « dialogue social » (à l'exception de Solidaires), et le soutien et l'engagement au côté des Gilets jaunes. Une ligne de partage qui pourrait devenir une ligne de fracture dans la CGT lors du prochain congrès confédéral.

Le mouvement des Gilets jaunes renvoie le mouvement syndical à ses échecs, à l'exigence d'un fonctionnement démocratique, en interne et dans les mobilisations, à l'extension de leur base sociale. Les réponses apportées pèseront dans les capacités de mise en mouvement des travailleurEs face aux régressions sociales et démocratiques.

Robert Pelletier

FORD BLANQUEFORT C'est pas fini!

Les deux semaines de congés pendant les fêtes sont l'occasion de faire le point sur la lutte, et peut-être même de tenter un premier bilan de ce que nous pourrions appeler la saison 12 d'une longue bataille contre la fermeture de l'usine.

Cette année aurait pu être la dernière. Mais non, car nous sommes partis pour jouer les prolongations, au moins dans les premiers mois de l'année qui vient, et peut-être même ferons-nous mieux car nous n'excluons pas de réaliser l'exploit de sauver l'usine et plusieurs centaines d'emplois.

Des années de manœuvres

Les dirigeants de Ford avaient décidé de repasser à l'attaque dès le début de l'année 2018. C'est en deux temps qu'ils vont s'y prendre. Fin février, ils annoncent le désengagement et l'arrêt des investissements. Puis, en juin, ils annoncent la fermeture de l'usine pour 2019 avec le lancement de la procédure de consultation du plan de suppression de la totalité des emplois (PSE). Depuis des mois, de plus en plus clairement, nous assistons aux manœuvres qui préparaient les esprits à cette fin inévitable. Tout a été fait pour éliminer le moindre espoir de changer la donne. Ford ne voulait évidemment pas revivre la forte mobilisation de 2007-2009. Il s'agissait d'une véritable stratégie d'usure. Des années de suspens, de mensonges, d'engagement non respectés, de diminution d'activité, une usine qui se vidait, un personnel vieillissant (51 ans de moyenne d'âge) et diminuant régulièrement en nombre avec les départs en retraite... tout renforçait l'idée que cela allait mal finir, encourageait le fatalisme et diminuait d'autant la capacité de résistance des salariéEs. Tout favorisait ainsi l'objectif de Ford : la fermeture.

LENDEMAIN DE FÊTE



Résignation et individualisme : une recette désastreuse

Se sont ajoutées, à ce climat de résignation, les manœuvres qui consistent à individualiser et à diviser le personnel. Et cela a malheureusement plutôt bien fonctionné. La mission des dirigeants sera de faire croire que la fermeture de l'usine est la meilleure solution pour tout le monde. D'abord, c'est l'occasion pour les plus anciens de partir en préretraite dès l'âge de 55 ans (cela concerne près de la moitié du personnel). Et puis pour les autres, c'est une formidable opportunité de « rebondir », de réaliser son rêve, de

vivre autre chose, une nouvelle aventure professionnelle.

Avec un cynisme incroyable, Ford va vanter son « PSE », le présenter comme « socialement bon » faisant abstraction de la situation de chômage qui frappe des millions de gens, oubliant qu'au-delà des 872 emplois directs, il y a aussi près de 3000 emplois induits dans la région. Évidemment les collègues se sont pas si naïfs que cela, ils et elles se rendent bien compte que Ford se moque du monde, que la fermeture de l'usine serait une catastrophe sociale. Mais la perspective de sauver nos emplois est si peu crédible

qu'au final c'est le calcul individuel qui l'emporte, c'est le chacun pour soi qui s'impose malheureusement et qui fait des ravages.

Un repreneur pour sauver l'usine ?

Ce fut d'autant plus compliqué que la faible chance de sauver l'usine passait par un processus de reprise peu fiable, les exemples de réussites étant rares. Et Punch, le seul candidat à la reprise, n'a pas suscité beaucoup de confiance. Il s'est montré peu scrupuleux envers nos droits sociaux, exigeant des remises en cause de nos salaires et du temps de travail comme conditions au rachat.

Cela va aider Ford à dénigrer l'hypothèse d'une reprise, à provoquer encore plus la méfiance chez les collègues et donc à renforcer l'idée qu'il vaut mieux fermer l'usine pour prendre la prime de licenciement. La direction de Ford va d'ailleurs en faire beaucoup pour opposer les salariéEs les unEs aux autres, entre les anciens et les plus jeunes, entre ceux qui veulent absolument partir ailleurs et ceux qui veulent sauver leur emploi. Et pour favoriser les tensions, cette direction va œuvrer pour diviser les collègues entre ceux qui ne souhaitent plus produire et les autres. Le moindre conflit jouant en faveur de Ford car il affaiblit toujours plus le collectif et les liens de solidarité.

La résistance quand même

C'est dans ces conditions que la bataille est menée par une minorité de collègues certes, mais pas non plus en opposition à la majorité des salariéEs qui subit les événements, qui reste spectatrice d'une situation qui pourtant les concerne directement. Et cette bataille qu'on mène, ce n'est pas pour les primes mais pour dire non à la politique injustifiable d'une multinationale qui fait des gros profits (45 milliards de dollars en 6 ans), qui a encaissé énormément de subventions publiques. Une bataille contre la fermeture de l'usine, pour sauvegarder une activité, pour défendre les emplois directs comme induits. Une bataille pour notre avenir et pour notre dignité. Malgré tous les pronostics négatifs et un rapport de forces largement défavorable,

la résistance tient au fil des mois et fait mieux que tenir car, même à l'issue de la procédure PSE, les discussions sur une reprise éventuelle continuent.

Débats et prises de tête

Durant ces mois de lutte, nous avons eu des débats sur le comment et le pourquoi de la lutte. À quoi bon mener une bataille perdue d'avance ? Ne serait-il pas plus judicieux de se battre pour des indemnités de licenciement les plus importantes, de manière à faire payer le plus possible Ford ? Ou au contraire doit-on tout faire pour sauver l'usine, pour cela faut-il ou pas accepter des reculs sociaux ? Et puis comment décide-t-on de ces choses-là ? En assemblée générale ou dans les syndicats ? Ces questions ont donné lieu à des conflits entre salariéEs et entre syndicalistes, avec la peur de faire le mauvais choix.

Il n'y a pas d'impuissance qui tienne

Depuis le début, notre objectif est de bousculer les pouvoirs publics et l'État, de faire en sorte qu'ils ne puissent pas rester dans la posture confortable de leur impuissance face à une multinationale, qu'ils interviennent tout simplement pour empêcher la catastrophe que constituerait la fermeture de l'usine. En poussant l'État à agir pour défendre l'intérêt collectif, en insistant sur l'importance des emplois induits, en refusant toute fatalité, notre acharnement va finir par payer un peu. L'État, par l'intermédiaire du ministre de l'Économie, va intervenir pour tenter de contraindre Ford à lâcher son usine, envisageant même de l'acheter pour la revendre au repreneur. Nous ne savons pas du tout comment les choses vont évoluer. Grâce à notre bataille, même dans des conditions difficiles, même sur la défensive, nous allons de surprise en surprise. Alors il n'y a vraiment pas de raison de toujours prévoir le pire. Le livre *Ford Blanquefort : même pas mort*, sorti récemment en soutien à la lutte, écrit et dessiné par des artistes et intellectuels solidaires, a un titre toujours d'actualité. Pourvu que ça dure. Philippe Poutou

L'Union européenne dans un monde incertain

Le capitalisme contemporain et le système international des États sont de plus en plus marqués par des remous dont on ne voit ni la fin ni la solution. Les États-Unis demeurent la première puissance mondiale, mais ils sont en déclin relatif face à la montée de la Chine. Trump est l'expression de cette situation: «America is back, America first». Il s'est lancé dans un début de guerre commerciale avec la Chine, et menace désormais l'Allemagne. Il ne se concerte plus avec ses

alliés traditionnels en Europe, que ce soit sur le climat, la Corée du nord, l'Iran, la Syrie, Israël, les négociations commerciales internationales... Dans le même temps, il mène des tractations obscures avec Poutine. Dans un tel contexte, l'Union européenne est ballotée. Ses dirigeants n'ont ni les moyens, ni la volonté de résister aux foudres de Trump. L'UE est née à une époque où, dans le cadre de l'affrontement avec l'URSS, le monde capitaliste s'était

doté d'un système d'organisation relativement stable et consensuel: les États-Unis régnaient, utilisaient les organisations internationales pour renforcer leur hégémonie, se présentaient comme les champions de la liberté des échanges, et voyaient favorablement le développement des institutions européennes. Tout cela est désormais ébranlé, et l'Union européenne se retrouve dans un environnement international inédit alors qu'elle est elle-même rongée de l'intérieur.

L'Europe en panne

L'Union européenne est en panne. Tout se passe comme si les bourgeoisies étaient incapables de dépasser un certain niveau dans la construction européenne, et ce d'autant plus qu'elles sont confrontées à des nouveaux problèmes.

Au départ, c'est-à-dire dans les années 1950, le projet n'était pas seulement économique mais aussi politique: estomper progressivement les antagonismes nationaux et faire de l'Europe un acteur international plus puissant que chacun des États membres pris séparément, tout en restant fermement allié aux États-Unis.

Double péché originel

D'emblée, l'édifice est marqué par un double péché originel: il se construit, loin des peuples, par des marchandages intergouvernementaux et technocratiques et est, pour l'essentiel, façonné par le dogme économique libéral et l'emprise des lobbies patronaux. Certes, il n'y a pas de différence de nature fondamentale avec la façon dont fonctionnent aujourd'hui les États capitalistes nationaux qui, d'ailleurs, n'ont pas besoin de l'Europe pour mener des politiques anti-sociales. Mais il n'est pas neutre qu'ait été créé un échelon supplémentaire encore plus abrité de la volonté populaire. «Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens.», affirmait ainsi en 2015 (à propos de la Grèce) le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

Pendant plusieurs décennies, la machine a néanmoins avancé et, malgré sa soumission aux intérêts capitalistes, semblait en phase avec une aspiration forte des populations: plus jamais de guerre en Europe! Dans les années 2000, les nuages s'accumulent: la «stratégie de Lisbonne» qui voulait faire de l'Union européenne «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010» est un échec, et les inégalités entre les États se renforcent. Après la crise de 2008-2009, un «fédéralisme autoritaire» néolibéral se met en place: la Commission européenne (avec l'appui du Conseil européen où siègent les États membres) se met à intervenir dans tous les aspects des politiques économiques et sociales. Retraites, salaire minimum, protection sociale, système de négociations collectives: désormais la Commission se mêle de tout, allant au-delà des compétences de surveillance budgétaire que lui donne le TSCG (traité sur la stabilité et la gouvernance budgétaire de 2012). L'euro, supervisé par une Banque centrale européenne qui n'a aucun compte à rendre, n'a protégé

ni de la crise, ni du chômage de masse, ni de la concurrence entre économies.

Consensus ultralibéral

Aujourd'hui, c'est la panne. Aux yeux de larges secteurs populaires, l'Union européenne n'apparaît plus que comme un mécanisme de destruction des acquis sociaux et des services publics. Et de fait, c'est actuellement le seul point qui fasse consensus entre tous les gouvernements: de Macron en France à Orbán en Hongrie en passant par Salvini en Italie, tous sont d'accord pour privatiser, casser les codes du travail, réduire les impôts des entreprises et des riches. Macron et la Commission européenne n'ont ainsi rien à redire à la loi votée le 12 décembre 2018 en Hongrie, qui permet aux entreprises de faire faire chaque année jusqu'à 400 heures supplémentaires aux salariéEs, dont le paiement pourra être étalé sur 36 mois!

Au début de son mandat, Macron s'est présenté comme celui qui allait relancer la coopération européenne et, dès ses premiers mois, il s'était activé en ce sens. Son objectif était de restaurer le couple franco-allemand comme moteur de l'UE, et de lui donner une impulsion dans un monde rendu de plus en plus incertain par la politique de Trump, en avançant sur quelques dossiers: l'avenir de la zone euro, la taxation des géants du numérique (GAFA), et une position commune sur l'immigration. Il s'était déjà heurté aux réticences allemandes: le gouvernement d'Angela Merkel est trop affaibli pour prendre des initiatives. En matière d'immigration, les divergences subsistent, même si l'Europe forteresse est renforcée. Au sommet de Bruxelles des 13 et 14 décembre, la baudruche s'est dégonflée. Le «budget de la zone euro» qui devait servir à aider un pays en difficulté a été transformé en un simple compartiment du budget global de l'UE avec un montant limité et une finalité pas très claire. Quant à la taxe européenne sur les GAFA, elle est non seulement limitée par rapport aux projets initiaux (ce qui veut dire qu'elle rapportera beaucoup moins que prévu), mais de plus reportée par crainte des représailles étatsuniennes (ainsi l'Allemagne craint que Trump ne taxe ses automobiles).

La crise qui vient?

Il est impossible de savoir sur quoi débouchera la crise actuelle de l'UE. Il est pourtant vraisemblable que le gouvernement et le patronat allemands pensent que l'Allemagne ne serait pas en meilleure situation face aux États-Unis, à la Chine, etc., si l'Union européenne disparaissait ou se fragmentait trop. D'autant que l'espace économique européen est essentiel: 58% des exportations allemandes de 2016 sont allées vers l'Union européenne. La plupart des dirigeants européens sont d'accord avec ces constats. Cela pourrait les conduire à faire preuve de volontarisme pour essayer de donner un

coup d'arrêt à une désagrégation lourde de risques potentiels. Mais ce n'est pas certain, d'autant que les différents gouvernements ont tous des difficultés qui affaiblissent leurs capacités d'initiative. À l'inverse, une paralysie de l'UE sous le poids des contradictions entre bourgeoisies et gouvernements nationaux ne peut être écartée.

Le décalage est en tout cas évident entre les discours des gouvernants et l'Europe réelle, à laquelle sont confrontés salariéEs, petitEs agriculteurEs, retraitéEs, chômeurEs. Les mensonges des gouvernements, de gauche et de droite, sont les fossoyeurs de l'idée européenne aux yeux de «ceux d'en bas». Il n'y a pas lieu de s'en réjouir. Il ne s'agit pas non plus de dénoncer «l'Europe allemande» comme se plaisent à le faire certains, y compris à gauche, mais d'avancer une politique en rupture avec les traités de l'Union européenne qui ont institué des mécanismes de décision sur lesquels les travailleurEs



DR

n'ont aucune prise et constitutionnalisés la loi du marché et l'indépendance de la banque centrale. Programmiquement, les anticapitalistes sont favorables à une «Fédération socialiste des travailleurs et des peuples». Dans l'immédiat, il s'agit

de défendre, au niveau national et au niveau européen, une série de mesures d'urgence à dynamique transitoire contre la dictature des marchés et l'austérité, et pour rompre avec le rejet des immigréEs. **Henri Wilno**

Contre l'Europe forteresse

Les gouvernants européens et américains, chauvins de l'Est et de l'Ouest, se rejoignent pour mener la même politique xénophobe et raciste. Des milliers de migrantEs meurent en Méditerranée, devenu le plus grand cimetière marin, les murs frontaliers se construisent sur des milliers de kilomètres... Du côté des gouvernants, la recette est partout la même: la vieille tactique du bouc émissaire, qui marche d'autant plus que les sociétés vont mal. Elle augmente ainsi le racisme et le nationalisme qui sont le fond de commerce de l'extrême droite. Et l'on voit de façon inquiétante monter en Europe, en France, en Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie... des courants fascistes qui font du nationalisme, du repli sur les frontières et de la chasse aux migrantEs leurs principaux chevaux de bataille.

Les migrations ne sont pas les causes des crises

Le capitalisme déclinant génère toujours plus de crises, de guerres, de misère, de catastrophes liées au réchauffement climatique, poussant les populations à l'exil. Les pays du Sud sont les plus pauvres car ils ont été dépossédés, ruinés par les colonialismes européens. Ils sont toujours la proie des multinationales qui exploitent leurs ressources et leurs populations. Ils sont, en plus, victimes du réchauffement climatique dont ils ne sont pas responsables! Les méfaits de ce nouvel ordre international injuste, démultipliés par la mondialisation, frappent les pays européens eux-mêmes. Les ex-pays d'Europe de l'Est se sont paupérisés

après la chute du Mur et des régimes stalinien. Et, signe des temps, dans des pays comme l'État espagnol ou la Grèce, d'importants mouvements migratoires poussent la jeunesse à l'exil tant son avenir est bouché.

Dans l'Union européenne, c'est la concurrence et la soif de profits des capitalistes qui provoquent le nivellement par le bas des revenus, des protections sociales et des conditions de travail, pas les migrantEs. L'immigration n'est pas plus responsable du démantèlement des acquis sociaux que les chômeurEs, et pas plus que les femmes, lorsqu'il y a un siècle, certains dans le mouvement ouvrier s'opposaient à leur entrée sur le marché du travail...

La politique de fermeture des frontières tue

La fermeture des frontières, la construction de camps et de murs détournent les voies de passage vers des routes de plus en plus dangereuses sur terre ou sur mer comme en Méditerranée (40 000 mortEs en 15 ans, dont 3 770 l'année dernière; sans compter les 10 000 à Mayotte et les mortEs dans les déserts). Au nom de la lutte contre les passeurs et au lieu d'ouvrir des voies d'immigration légales et sûres, le feu vert est donné pour mener des opérations armées contre les navires transportant les migrantEs. Stationné dans le port de Marseille, l'*Aquarius* est interdit de navigation. Dans un nombre croissant de pays membres de l'UE, les soldats sont mobilisés au côté des policiers pour contrôler les populations réfugiées. Au frontières, Frontex, le système de surveillance de l'UE, fait le tri et la

traque des étrangers. Les «hotspots», ces centres externalisés de contrôle des migrantEs, créés d'abord en Italie et en Grèce, s'étendent au Niger, au Tchad, en Libye... Jamais autant de moyens n'ont été mis pour le contrôle des frontières. Mais aucun mur ne peut arrêter unE réfugiéE poussé à fuir.

Pour la liberté de circulation et d'installation

La liberté d'installation et de circulation est la seule mesure qui pourrait enrayer cette hécatombe sur les chemins de l'exil. Ouvrir les frontières de l'Europe forteresse, c'est permettre aux gens de migrer dans des conditions dignes et sûres. C'est faire disparaître la clandestinité et les passeurs. Quand les marchandises et les richesses circulent librement sur le planète, quoi de plus normal que les êtres humains veuillent en faire autant? Chaque personne a le droit fondamental de vivre dignement et de jouir de tous les droits politiques et sociaux du pays où elle réside.

Partout, nous devons nous battre pour une autre politique. Les maires de Riace ou de Palerme montrent ce qu'il est possible de faire pour un accueil digne et efficace. Certes, la marée brune monte en Europe. Mais partout aussi existent des actions de solidarité, des associations qui mettent en pratique les exigences de respect des droits fondamentaux pour toutes et tous. Elles doivent s'unir, se faire entendre. Les élections européennes pourront être une occasion parmi d'autres d'affirmer cette voix internationaliste.

Commission nationale migrations-antiracisme

Expositions

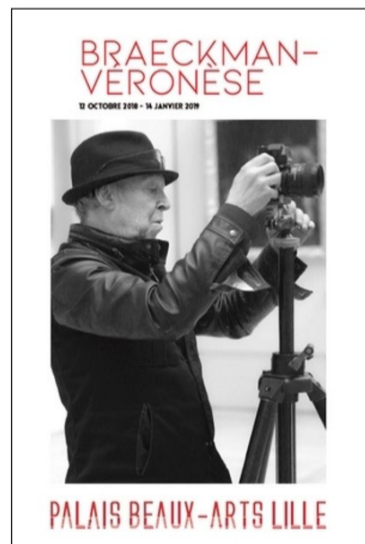
Y'a pas qu'à Paris!

Il y a plein d'expositions de très haute qualité que l'on peut voir hors de Paris. Alors, pour ne pas céder au centralisme parisien voici quelques expositions à découvrir. Même si nous n'avons pu les voir personnellement, par les sujets abordés ou du fait des artistes exposés, elles ont retenu notre attention et elles permettent surtout à nos lecteurEs vivant et travaillant dans l'hexagone, qui n'ont pas le temps ou les moyens d'aller à Paris, de découvrir l'art moderne et contemporain. Et son actualité! Premier panorama du Nord au Sud et d'Est en Ouest.

Braeckman-Veronèse

Lille, Palais des Beaux arts, jusqu'au 14 janvier.

Dirk Braeckman, un des photographes importants en Europe, s'est arrêté sur la collection de peinture italienne du Musée. La peinture est pour lui une référence majeure mais il ne la photographie pas telle qu'il la voit. Il prélève la matière puis la travaille en monochromie, à la manière d'un plasticien. Il la plonge ensuite dans une palette infinie de nuances de gris où affleurent en surface les contours d'objets ou de figures reconnaissables, mais devenus tout à fait autre chose que ce qu'ils sont. C'est à cet exercice, plus proche de l'alchimie que de la photographie, que l'artiste s'est prêté à partir de *l'Esquisse pour le Paradis* de Veronèse, triturant l'image jusqu'à épuisement mais sans l'effacer tout à fait.



Bernar Venet, un artiste et ses artistes

Nice, Musée d'art moderne et d'art contemporain, jusqu'au 13 janvier.

La collection de l'artiste fut constituée à partir de la fin des années 1960. Un ensemble majeur de pièces d'art minimal et conceptuel qui se caractérise par l'épure des formes géométriques, le développement en série des œuvres, le recours à des matériaux industriels et la volonté de créer des formes impersonnelles qui résonnent avec sa recherche propre. En contrepoint de l'exposition monographique de Venet, cette collection propose une plongée dans ces années historiques.

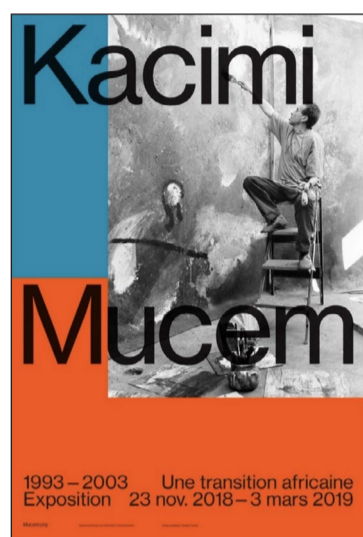
Picasso et le temps des conflits & Lignes de Fuite

Nîmes, Carré d'art, jusqu'au 3 mars.

Picasso et le temps des conflits présente les créations de Picasso dans les temps de troubles politiques de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au remarquable tableau *Masacre en Corée* de 1951. L'exposition propose également d'instaurer un dialogue entre les œuvres de Picasso et des artistes contemporains. Il y a, d'une part, au cœur même de l'espace consacré à Picasso, la présence d'artistes qui portent ou ont porté un regard sur son œuvre. D'autre part, en miroir, l'exposition *Lignes de fuite* présente des artistes de différents horizons qui sont directement concernés par



des conflits au Moyen-Orient et en Europe de l'Est.



Kacimi 1993-2003, une transition africaine

Marseille, MUCEM, jusqu'au 3 mars.

Mohammed Kacimi (1942-2003) est l'un des plus importants plasticiens marocains d'après-guerre. Artiste novateur et engagé, instigateur et témoin principal de la mondialisation de l'art contemporain arabe, il a largement influencé l'évolution de la scène artistique de son pays, et servi de modèle à nombre de jeunes artistes maghrébins aujourd'hui internationalement reconnus. L'exposition se consacre à la « période africaine » de Mohammed Kacimi, soit l'apogée de son œuvre, qui le voit rompre avec l'art occidental et les différents courants esthétiques l'ayant influencé durant son parcours, pour ouvrir une nouvelle voie, beaucoup plus personnelle, caractérisée par une expression sans contrainte, libre, et de plus en plus transdisciplinaire.

Katinka Bock, Radio

Lyon-Villeurbanne, Institut d'art contemporain de Villeurbanne, jusqu'au 20 janvier.

L'œuvre de Katinka Bock entretient avec le réel une relation horizontale, poreuse : « *Ce qu'on fait vient de la vie, l'art reste toujours dans la vie, c'est une contribution à la vie* », affirme-t-elle. Convoquant des

matériaux tels que l'argile, la pierre, le bois, le bronze, les végétaux, l'eau, les sculptures et les installations de Katinka Bock procèdent de gestes lisibles et simples : plier, enrouler, mouler, marquer, faire une empreinte, trouver un équilibre, renverser.

À la manière d'un précipité, d'une décantation observée par transparence dans un fluide, l'exposition déploie, au fil des différents espaces, une typologie de formes et de matériaux.

Jacqueline de Jong, rétrospective

Toulouse, Les Abattoirs, Musée FRAC, jusqu'au 13 janvier.

Jacqueline de Jong, née en 1939 dans une famille juive, doit fuir son pays face au nazisme. Elle rencontre les membres de Cobra, dont Asger Jorn, et Guy Debord, le fondateur de l'Internationale situationniste qu'elle rejoint. Elle fonde en 1962 *The Situationist Times*, seule revue anglophone du mouvement. Son art figuratif, expressionniste, joue d'un bestiaire à la fois monstrueux et naïf, hérité du mouvement Cobra. Sa peinture emprunte aussi aux objets courants – paravent, miroir ou valise – en écho aux combine-paintings et au détournement situationniste. En Mai 1968, portée par ses idéaux révolutionnaires, elle rejoint la contestation, puis retourne à Amsterdam en 1971. Elle partage depuis son temps entre la Hollande et sa maison en France. L'exposition mêle érotisme, violence et humour, confond souvent l'homme et l'animal, et joue avec les limites de l'humanité.

À suivre... Philippe Cyroulnik

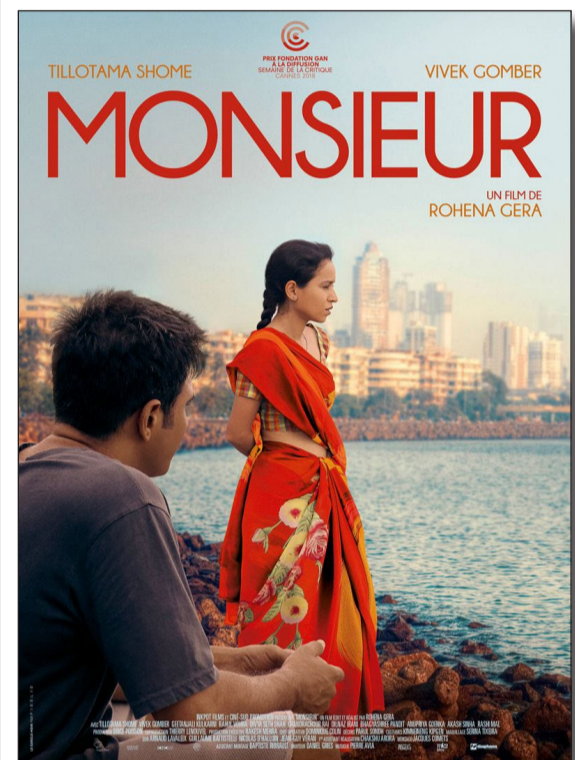


Cinéma

Monsieur, de Rohena Gera

Film indien, 1h39, sorti le 26 décembre 2018.

À Mumbai (anciennement Bombay), centre des affaires et ville la plus moderne de l'Inde, une veuve peut mettre des bracelets à ses poignets et échapper aux regards incessants qui pèsent sur elle au village. Mais ce n'est pas pour cela qu'elle échappe aux poids des interdits d'une société profondément inégalitaire où chacun doit « rester à sa place ».



« Racisme de classe »

Ratna (Tillotama Shome) est employée chez Ashwin (Vivek Gumber), fils d'une riche famille de promoteurs immobiliers. Ratna le sert à table et retourne prendre son repas, assise par terre, dans la cuisine; ils échangent à peine quelques paroles liées au service de Ratna. Mais dans l'espace confiné de l'appartement, ils vont peu à peu sortir de leur rôle social et se parler comme des personnes. Ratna ne voudrait plus être domestique et travailler dans la mode. Ashwin vivait aux États-Unis et avait commencé à écrire un roman mais a dû revenir en Inde pour s'occuper des affaires familiales. L'évolution de leurs rapports se heurte aux préjugés de l'entourage d'Ashwin, mais suscite aussi les moqueries des autres domestiques de l'immeuble. Ratna est particulièrement consciente de l'impossibilité d'une relation égalitaire entre eux quels que soient leurs sentiments; c'est l'explication du titre: jusqu'au bout, elle n'appellera jamais Ashwin que Monsieur. Pour caractériser la société indienne, Rohana Gera parle de « racisme de classe ». C'est ce qu'elle décrit dans ce film d'une grande délicatesse.

Henri Wilno

DVD et BD

Un homme est mort

Réalisé par Olivier Cossu d'après la BD de Kriss et Davodeau – 25 euros.

Après avoir été l'un des plus jeunes résistants contre l'occupant nazi, René Vautier, décédé en janvier 2015, aura été la caméra au poing de tous les combats essentiels. Contre l'État et ses institutions répressives, dans les luttes anticoloniales en Afrique et surtout en Algérie mais aussi dans les grèves, les luttes de femmes, l'écologie et les luttes contre le FN. Sans oublier sa Bretagne ouvrière, et c'est bien d'elle qu'il s'agit ici.

Cinéma ambulant improvisé

En 1950, Brest est toujours en reconstruction suite aux destructions

de la Seconde Guerre mondiale. Les conditions de travail sont particulièrement difficiles, et les salaires misérables pour les ouvrierEs. Patronat et État, les donneurs d'ordres, n'ont que mépris pour les revendications portées par la CGT. La colère gronde, les manifestations se succèdent, la police tire, un homme meurt: c'est Édouard Mazé. René Vautier est appelé par la CGT pour tourner un film sur le mouvement, la situation des ouvrierEs. Avec la collaboration, pas toujours aisée, de P'tit Zef et Désiré, les amis d'enfance d'Édouard, René réalise un film et lui donne le



nom du poème de Paul Éluard, *Un Homme est mort*. René et ses camarades improvisent un cinéma ambulant et projettent les images

sur les chantiers et les piquets de grève dans toute la Bretagne. Au moment de la consécration parisienne, l'unique pellicule flambe tandis que la bande son sera détruite par accident chez Paul Eluard.

Les auteurs de BD, Kriss au récit et Davodeau au dessin, décidèrent en 2006 de redonner vie au film en images et bulles chez Futuropolis (80 pages, 17 euros). En 2018, c'est Olivier Cossu, soutenu par Arte, qui en a tiré un film d'animation de 104 minutes. Édouard Mazé, le P'tit Zef et René Vautier reprennent vie et l'émotion est au rendez-vous. Le coffret DVD comporte un livret de 32 pages avec des planches de la BD et les références historiques. Allez, un dernier petit cadeau pour les étrennes!

Sylvain Chardon

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h



2018 : un NPA au cœur des luttes contre Macron et son monde

L'année 2018 s'est achevée sur une bonne nouvelle, avec le développement du mouvement des Gilets jaunes, qui a fait vaciller la Macronie – et n'a pas dit son dernier mot. Une fin d'année sous le signe des luttes et de la contestation sociale, qui venait clôturer 12 mois riches en mobilisations, au sein desquelles le NPA a tenté de jouer tout son rôle. En 2018, comme lors des années précédentes, le NPA a ainsi essayé d'agir concrètement dans les luttes, au côté de celles et ceux qui refusent de se laisser écraser et mépriser par

Macron et sa clique, et de proposer des perspectives politiques et revendicatives à l'ensemble de notre camp social. Ce que nous avons tenté de faire durant toute cette année, au sein des combats pour le climat, contre les grands projets inutiles (avec la belle victoire de Notre-Dame-des-Landes), dans la construction des luttes contre les violences faites aux femmes, dans les mobilisations internationalistes, antiracistes, contre les guerres impérialistes, en solidarité avec les migrantEs et pour la liberté de circulation

et d'installation, au côté des salariéEs du public comme du privé, en défense des services publics... Autant de luttes qui, si elles ont leurs spécificités et méritent d'être soutenues et construites en tant que telles, posent toutes, à leur façon et à leur échelle, la question d'un autre monde à construire, donnant toute leur actualité aux propositions et perspectives anticapitalistes. Retour en images – forcément sélectif – sur l'année 2018 du NPA. Avec déjà, en ligne de mire, nos bonnes révolutions pour 2019!



Le 1^{er} Mai à Paris, contre les politiques antisociales de Macron et en défense du service public ferroviaire. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB



Comme chaque année, l'affluence au stand du NPA lors de la fête de l'Humanité. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB



Le 30 juin à Bordeaux, au côté des Ford contre la fermeture de l'usine de Blanquefort. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB



Le 18 décembre à Paris, en solidarité avec les migrantEs et pour la liberté de circulation et d'installation. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB



Salah Hamouri prend la parole lors du meeting de rentrée du NPA à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB



Fin août, lors de l'université d'été du NPA à Port-Leucate. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

Souscription du NPA

UNE VOIX ANTI-CAPITALISTE

CONTRE MACRON ET L'EUROPE FORTERESSE

SOUSCRIPTION 2018 / SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

L'image de la semaine



l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 29 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai		Hebdo + 1 Mensuel offert <input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
 Adresse : Ville :
 Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
 BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org